

IV - La demande

Progressivement affectée par le freinage du pouvoir d'achat, la consommation totale des ménages ne progresserait que de 0,5 % aux prix de 1980 pendant le second semestre, et leur taux d'épargne diminuerait. Serait surtout touchée la consommation de produits manufacturés (- 0,5 % sur la seconde moitié de l'année) et particulièrement celle de biens durables. Néanmoins, la consommation de produits manufacturés se situerait fin 1987 à un niveau élevé en raison des cinq trimestres consécutifs de hausse observés depuis le mi-1985.

L'investissement productif continuerait à progresser cette année de 3 % en volume aux prix de 1986 pour l'ensemble des entreprises comme pour les seules entreprises de l'industrie concurrentielle. L'investissement en logement des ménages répartirait (1,6 % après - 2% en 1986 et - 2,7 % en 1985).

Après avoir baissé au quatrième trimestre 1986 et au premier trimestre 1987, les exportations de produits manufacturés retrouveraient un rythme de croissance trimestriel proche de 1 % dès le deuxième trimestre. Cette progression concerne moins les biens d'équipement professionnel que les autres produits. Elle tient au redressement de la demande mondiale adressée à la France, et à l'amélioration de notre compétitivité sur les marchés européens permise par la modération des coûts salariaux.

Au total, la demande finale hors stocks de biens et services marchands augmenterait moins en 1987 qu'en 1986 (1,6 % en moyenne annuelle après 2,5 %). La meilleure tenue des exportations manufacturées au second semestre (et des exportations agro-alimentaires au quatrième trimestre) permettrait un rythme de croissance similaire de la demande finale hors stocks sur les deux semestres.

1 - La consommation des ménages

a) l'arbitrage consommation épargne

Le glissement du pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages entre les premiers trimestres des années 1984, 1985, 1986 et 1987 est respectivement de - 0,9 %, 4,6 %, puis 0,8 %. Sur les trois derniers trimestres de 1987, il serait de 0,6 %.

Les informations disponibles depuis la rédaction de la note de conjoncture de mai (comptes trimestriels du premier trimestre, consommation des ménages en produits industriels d'avril et mai, enquête de conjoncture auprès des ménages de mai, enquête commerce de détail de mars-avril) permettent dans l'ensemble de confirmer en le précisant le diagnostic d'une stabilisation de la consommation induite par ce freinage du pouvoir d'achat du revenu disponible.

Pour apprécier la façon dont le ralentissement du revenu se répartira entre la consommation et l'épargne, un premier éclairage peut être fourni par un modèle économétrique d'arbitrage entre consommation et épargne. Nous examinerons ensuite comment les informations disponibles amènent à moduler ses enseignements.

Les divers modèles disponibles mettent tous l'accent sur le rôle du pouvoir d'achat du revenu dont les fluctuations se transmettent de façon plus ou moins retardée dans la consommation. Le modèle retenu explique bien le glissement de la consommation sur 1986, même si des écarts au trimestre le trimestre sont perceptibles et si le niveau observé de la consommation fin 1985 est plus fort que prévu, de sorte que le niveau observé en 1986 est plus élevé que celui simulé par le modèle.

L'arbitrage consommation-épargne										
G A	1986					1987				G A
	86.1	86.2	86.3	86.4		87.1	87.2	87.3	87.4	
3,0	1,9	0,0	0,2	0,9	Pouvoir d'achat du revenu 1/	-0,2	0,7	-0,2	0,1	0,4
					Consommation totale 1/					
2,8	1,0	0,8	1,0	0,0	. observée	0,6				
2,8	1,2	0,5	0,6	0,5	. modélisée	0,5	0,5	0,2	0,3	1,5
					. retenue en prévision	0,6	0,1	0,3	0,2	1,3
	14,7	14,0	13,3	14,0	Taux d'épargne 2/	13,3	13,8	13,4	13,3	

1/ Croissance en pourcentage ; déflateur du revenu : le prix à la consommation des ménages.

2/ Niveau en pourcentage du revenu.

Deux phénomènes auraient pu gonfler la consommation des ménages en 1986 au-delà de ce que laissait prévoir l'évolution du revenu : d'une part le remboursement du principal de l'emprunt obligatoire de 1983 au premier trimestre 1986 (16 milliards de francs ou 0,4 % du revenu annuel 1986), qui est traité en compte de capital par la comptabilité nationale et d'autre part l'accélération de l'encours des crédits à court terme : 43 % en glissement sur 1986, soit 50 milliards de hausse de l'encours après 17 % en 1985. Le premier de ces deux phénomènes a pu être anticipé par les ménages qui auraient consommé par avance fin 1985 ce supplément de liquidité, affectant alors au début 1986 le remboursement à leur épargne. Quant au second phénomène, à peu près 20 milliards sont à relier à la croissance des achats de biens durables en 1986, 15 à 20 milliards pouvant avoir été consacrés au maintien de la consommation sur 1986 à un niveau plus élevé que ne l'aurait laissé prévoir l'évolution passée du revenu. Une autre partie de ces crédits a pu contribuer à des rééchelonnements de prêts au logement à fort taux d'intérêt.

Sur 1987, le modèle d'arbitrage entre consommation et épargne évoqué donne un glissement de la consommation totale de 1,5 % après 2,8 % en 1986. Diverses informations invitent à moduler ce résultat ; nous allons les passer en revue en commençant par celles qui pourraient a priori conduire à le relever.

D'après les informations actuellement disponibles, la croissance de l'encours des crédits à court-terme aurait été assez régulière au cours de l'année 1986 et se serait poursuivie au premier trimestre 1987. En faisant l'hypothèse que cette croissance se maintiendrait sur le reste de l'année 1987, elle aurait un effet neutre sur le niveau de la consommation puisque c'est la croissance de la variation de l'encours qui permet d'augmenter la consommation, et non pas sa seule variation.

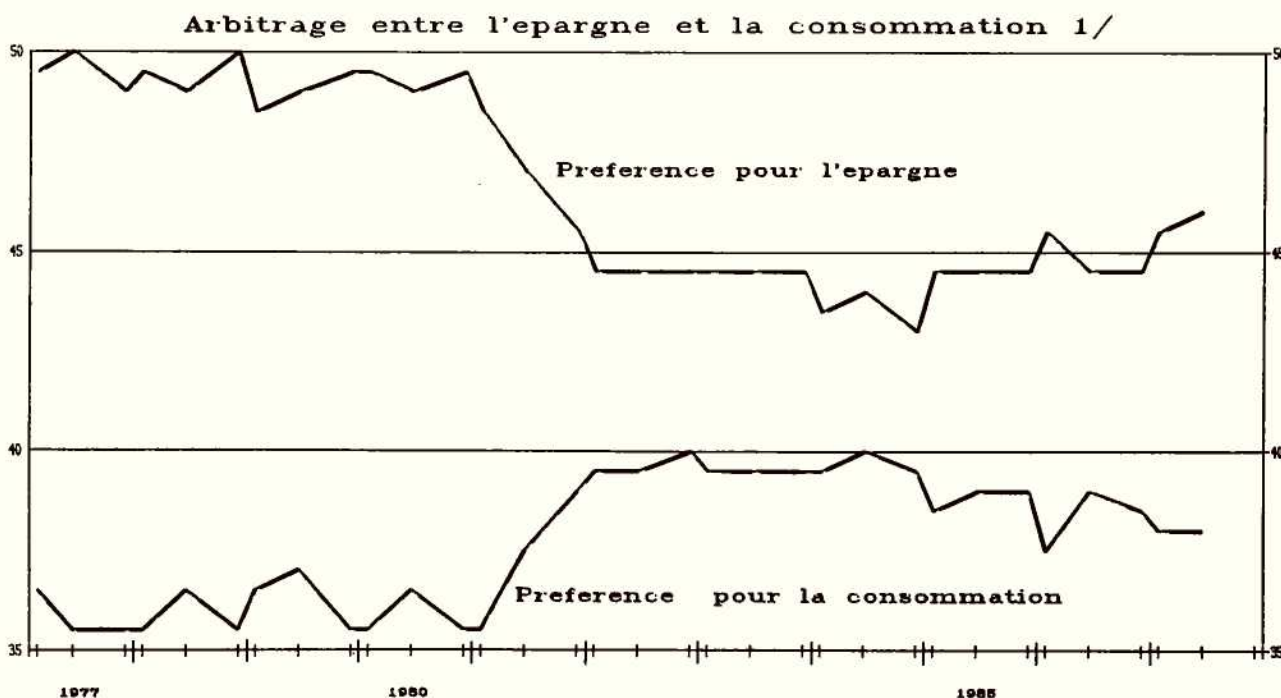
Le deuxième facteur qui pourrait augmenter la consommation en 1987 est l'existence éventuelle de plus-values boursières. Si l'économétrie ne permet pas d'en mesurer

l'effet sur le passé, c'est sans doute en raison de la difficulté de mesure de ces plus-values et en particulier de la difficile séparation entre plus values latentes et plus values réalisées. Dans le cas particulier des privatisations, un calcul sommaire effectué sur la cinquantaine de milliards qu'elles représentent en supposant que 20 % des ménages acheteurs les revendent en réalisant 20 à 30 % de bénéfice, indique une plus value de deux à trois milliards seulement et donc un effet difficilement mesurable sur la consommation.

La renégociation des prêts au logement du début des années 1980 est un autre facteur qui pourrait jouer un rôle favorable en 1987. Elle conduit soit à baisser les intérêts (cas rare de renégociation des taux) soit à baisser le principal (cas plus fréquent de l'allongement du terme) : dans les deux cas, la contrainte financière sur les ménages s'en trouve allégée. Or c'est bien cette contrainte qui est au coeur du diagnostic de freinage de la consommation. Peu d'informations permettent d'évaluer l'ampleur de ces renégociations qui, en toute hypothèse ne représenteraient qu'un montant d'ampleur limitée.

Un dernier élément qui pourrait conduire à revoir en hausse le diagnostic sur la consommation des ménages est l'enquête commerce de détail de mars-avril, laquelle révèle des commerçants assez optimistes sur leurs ventes et leurs intentions de commandes : les premières qui sont habituellement bien corrélées avec le glissement annuel sur données bimestrielles de la consommation manufacturée (encadré), donnent un signal en hausse au bimestre mars-avril en contradiction avec le glissement de la consommation au même bimestre. Mais sur le passé (graphique de l'encadré), on peut observer quelques cas de divergence pendant un ou deux bimestres entre les deux indicateurs, en particulier dans les périodes où la consommation est hésitante.

L'enquête de conjoncture auprès des ménages de mai est au contraire un élément qui conforte l'hypothèse d'une stabilisation de la consommation. Bien que percevant une légère amélioration de leur situation financière, les ménages indiquent en effet un regain de leur préférence pour l'épargne qui pourrait être interprété comme un déplacement de leur arbitrage consommation-épargne vers celle-ci au delà de ce que laisseraient prévoir leurs réactions habituelles aux baisses de leur pouvoir d'achat. De façon cohérente, ils déclarent qu'une amélioration de leurs ressources irait plus en épargne qu'en consommation et indiquent une baisse de leurs intentions d'achats de biens d'équipement et d'automobiles à un an.

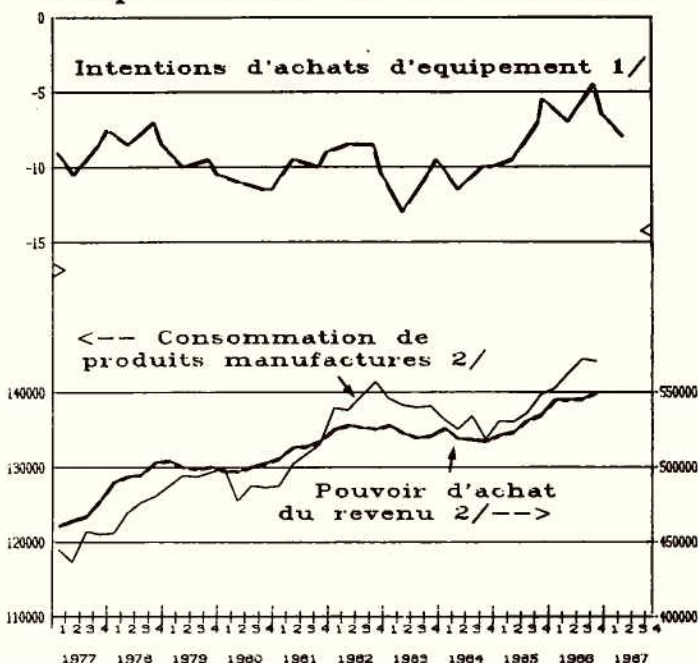


1/ Soldes d'opinion tirés de l'enquête de conjoncture auprès des ménages

Enfin, une comparaison entre les années 1982-1983 d'une part et 1986-1987 d'autre part, rendue prudente par le retournement plus marqué du revenu en 1983 qu'en 1987 et intervenant dans un autre climat, montre que les équations économétriques habituellement utilisées pour passer du pouvoir d'achat du revenu à la consommation sous-estiment d'abord l'ampleur de la hausse de la consommation, puis l'ampleur de sa décrue. L'effet de stock sur les biens durables peut d'ailleurs contribuer à ce phénomène.

Au total, si l'hypothèse de glissement faible du pouvoir d'achat du revenu pendant l'année 1987 est bien vérifiée, la consommation totale devrait augmenter légèrement en 1987 en glissement, un peu plus en moyenne compte-tenu de l'acquis fin 1986. Pour ralentir leur consommation, comme à l'habitude les ménages joueront essentiellement sur leurs achats de produits manufacturés et

Comportements de consommation



- 1/ Soldes d'opinion tirés de l'enquête de conjoncture auprès des ménages.
2/ Source : Comptes trimestriels

L'opinion sur les ventes du commerce de détail et la consommation des ménages en produits industriels

Sur les derniers mois observés, une divergence apparaît entre l'indicateur qualitatif des ventes du commerce de détail spécialisé non alimentaire, et l'indice quantitatif de consommation manufacturée des ménages qui prend en compte entre autres les enquêtes mensuelles de chiffre d'affaires du commerce de détail de l'INSEE et de la Banque de France.

Mais l'opinion des détaillants fait référence, en général, à l'activité observée lors du bimestre correspondant de l'année précédente (graphique). Ce qu'il faut donc comparer à l'indicateur d'opinion des détaillants est le glissement annuel de l'indice bimestrialisé de consommation manufacturée des ménages correspondant au champ de l'enquête commerce (qui exclut en particulier le secteur automobile et la pharmacie).

Une confirmation de cette interprétation est fournie par une comparaison de deux estimations économétriques : l'une explique l'opinion des commerçants sur leurs ventes par le niveau de la consommation bimestrialisée et l'autre par son glissement annuel. Le glissement annuel des prix des produits manufacturés du secteur privé est rajouté comme variable explicative dans les deux cas afin de prendre en compte le fait qu'une large partie des commerçants doit répondre en valeur et non pas en volume. Le second ajustement est de bien meilleure qualité que le premier, ce qui confirme que les réponses des commerçants sur leurs ventes sont à interpréter non en niveau, mais en glissement annuel.

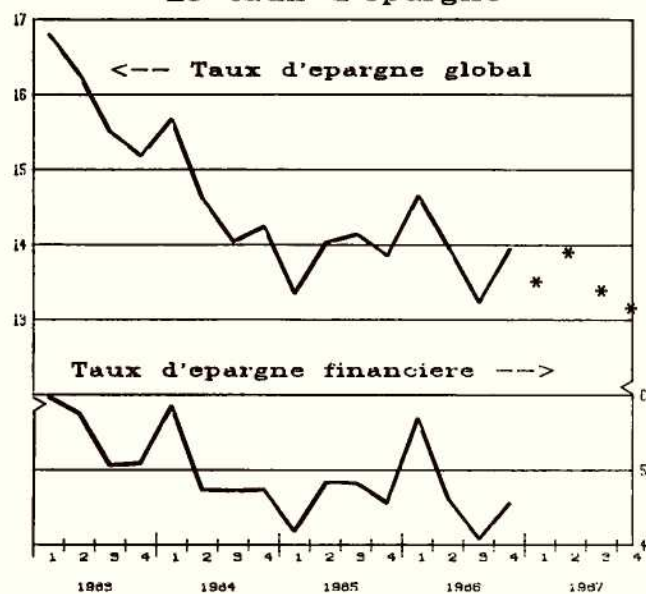
Opinion = 11,03. (niveau de la consommation)
+ 2,47. (glissement des prix)
+ constante

$$R^2 = 0,3$$

Opinion = 4,31. (glissement de la consommation)
+ 0,46. (glissement des prix)
+ constante

$$R^2 = 0,8$$

Le taux d'épargne

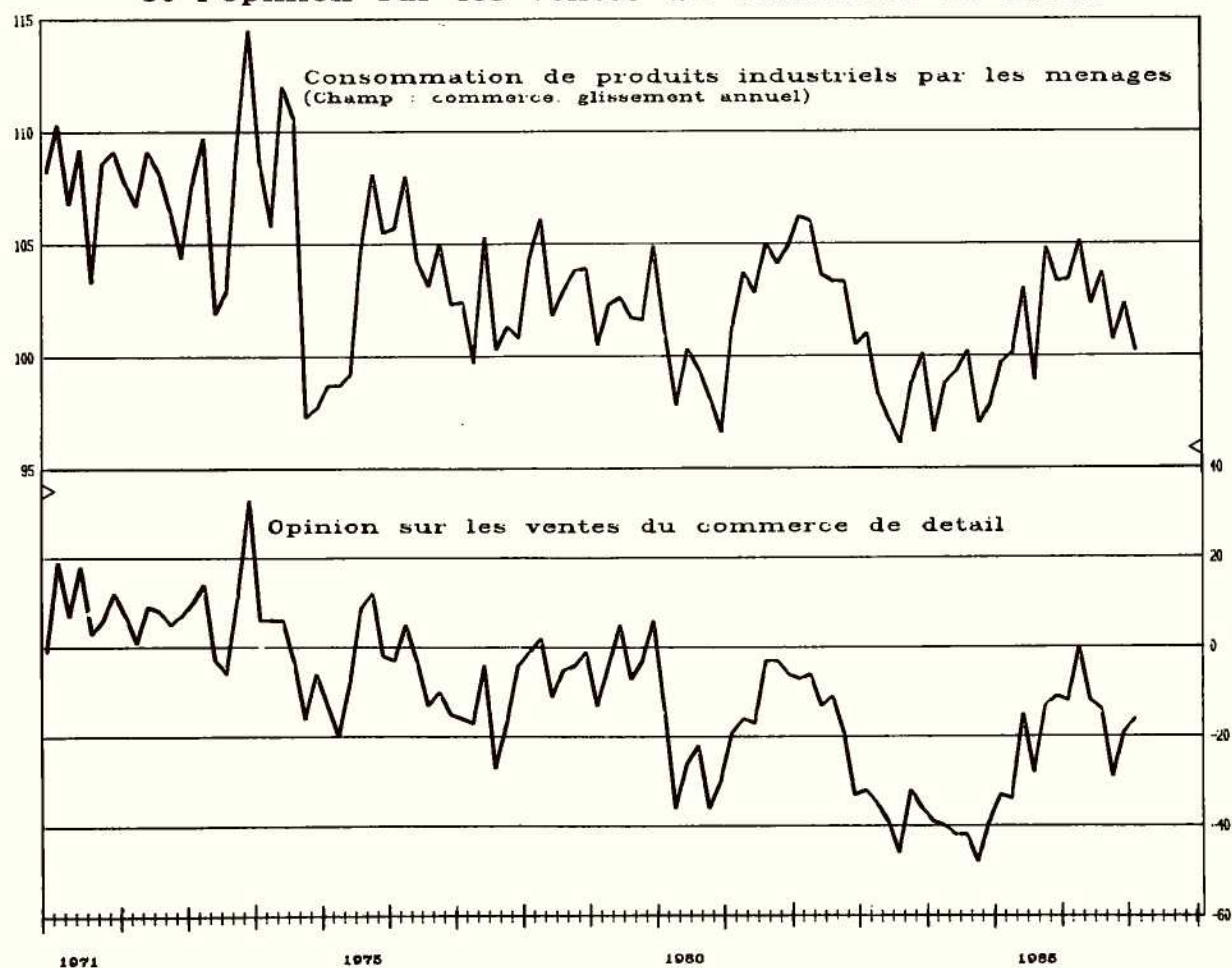


Source : Comptes trimestriels

particulièrement sur ceux de biens durables. Cependant, il faut noter qu'au dernier trimestre 1987 la consommation manufacturée resterait à un haut niveau, supérieur de 6 % à celui atteint 3 ans auparavant au dernier trimestre 1984, ce qui correspond à une hausse de 2 % en rythme annuel.

Malgré le ralentissement de la consommation, le taux d'épargne serait donc orienté à la baisse (- 0,7 point en glissement annuel). Si les gains de pouvoir d'achat qui subsistent sur le premier semestre tendent, au delà des aléas au trimestre le trimestre, à le stabiliser au niveau du second semestre 1986, l'orientation à la baisse du taux d'épargne est davantage marquée sur la seconde partie de l'année.

La consommation de produits industriels par les ménages et l'opinion sur les ventes du commerce de détail



b) la consommation par produit

La consommation alimentaire a accéléré sa croissance au premier trimestre 1987, avec une forte contribution des achats de viandes, peut-être en liaison avec le froid particulier de janvier. La consommation de tabac s'est redressé après sa baisse du dernier trimestre 1986. On a supposé que la croissance du premier trimestre était en partie exceptionnelle d'où l'hypothèse d'une légère contraction au deuxième trimestre suivie d'une croissance ralentie sur la seconde moitié de l'année.

Les dépenses d'énergie contribuent pour plus de la moitié à la croissance de la consommation totale du premier trimestre 1987. On a observé un net ciseau entre les dépenses d'énergie domestique qui ont fortement augmenté et les achats des carburants qui se sont contractés (neige et repli après les niveaux très élevés du second semestre 1986). Le ciseau devrait s'inverser au deuxième trimestre entraînant une baisse globale modérée des achats d'énergie. Au second semestre, le glissement de la consommation d'énergie serait faible, la moyenne annuelle étant en croissance nettement plus faible qu'en 1986, année qui avait été marquée par la très forte baisse des prix relatifs de l'énergie et par un froid exceptionnel en début d'année.

Les indications disponibles, y compris sur le mois de mai, confirment la poursuite au deuxième trimestre 1987 du léger retrait de la consommation manufacturée commencé au dernier trimestre 1986 (- 0,2 % par trimestre).

Après un mois de février particulièrement soutenu, la consommation des biens durables est nettement orientée à la baisse : - 6 % environ entre février et mai. Le profil est largement dicté par celui des achats d'automobiles, mais l'électronique grand public et l'ameublement suivent à peu près le même mouvement. Seul l'électroménager, grâce à un engouement pour les nouveaux produits comme le sèche linge ou le four à micro ondes, est de nouveau orienté à la hausse après une baisse sensible en février. Malgré un vigoureux redressement attendu en juin pour les achats d'automobiles, la consommation de biens durables devrait baisser de 1,7 % environ au deuxième trimestre, confirmant ainsi les intentions d'achat indiquées par les ménages dans l'enquête de conjoncture de mai.

La consommation de textiles-cuir fluctue au gré de conditions climatiques : elle a bénéficié du froid de janvier (chaussure surtout) puis à pâti du piètre climat de mars. Après une compensation partielle en avril, la consommation de mai pourrait avoir été inférieure au niveau moyen mars-avril, et plus encore si on la compare au niveau de février. Un mauvais deuxième trimestre devrait donc faire suite aux baisses du dernier trimestre 1986 et du premier 1987, portant la consommation de textiles-cuir à un bas niveau, sans doute en raison du poids de la contrainte budgétaire et de la hausse du prix relatif de ces produits.

L'évolution des autres produits manufacturés a été perturbée par la faiblesse des dépenses de pharmacie au premier trimestre en raison de l'absence d'épidémie de grippe. Hors pharmacie, l'ensemble connaît au mois le mois quelques oscillations autour d'une tendance en faible croissance qui devrait se poursuivre jusqu'en fin d'année.

La consommation de services aurait un peu décéléré au premier trimestre 1987 (0,5 % après 1 % au dernier trimestre 1986), avec une nette accélération de la consommation de transports-télécommunications (3 % après - 3,1 %) et au contraire un freinage des autres services marchands (- 0,6 % après 0,9 %).

Les dépenses des ménages en transports reviennent ainsi à un niveau à peu près normal après leur baisse du dernier trimestre 1986. La grève de la SNCF a certes porté à peu près autant sur décembre 1986 et janvier 1987, mais le transport aérien a sans doute bénéficié à la fois d'un report de passagers du rail mais aussi de la route (conditions climatiques difficiles).

Le freinage des autres services marchands est en partie dû à des dépenses de santé faibles en début d'année. Il est possible en outre que les hausses du prix des autres services marchands aient pesé sur la consommation des ménages. La baisse exceptionnelle du premier trimestre déjà notée pourrait être suivie d'une évolution à un rythme ralenti par rapport aux deux dernières années (de l'ordre de 0,6 % par trimestre au lieu de 1 %). Il est possible cependant que les dépenses de santé connaissent un niveau plus élevé en juin en raison du climat observé pendant ce mois.

La consommation des ménages par produit										Taux de croissance en %					
		1986								1987					
MA	GA	86.1	86.2	86.3	86.4			87.1	87.2	87.3	87.4	GA	MA		
3,4	1,3	0,3	0,6	0,2	0,2	Alimentaire		0,7	0,0	0,1	0,3	1,1	1,2		
3,8	0,2	2,5	-0,1	1,3	-3,5	Energie		3,7	-1,3	1,1	-0,9	2,6	0,9		
4,1	3,1	0,6	1,4	1,3	-0,2	Manufacturés		-0,2	-0,2	-0,3	-0,2	-0,9	0,3		
8,3	9,6	3,6	2,2	3,1	0,7	dont : durable		1,0	-1,7	-1,4	-1,2	-3,3	1,4		
1,2	-3,1	-3,6	2,7	0,5	-2,7	textiles-cuirs		-1,1	0,3	-0,2	-0,5	-1,5	-2,3		
3,1	2,7	1,3	0,1	0,6	0,7	autres		-0,5	0,6	0,4	0,6	1,1	1,1		
3,9	3,8	1,2	0,6	1,0	1,0	Services 1/		0,5	0,7	0,6	0,7	2,6	2,9		
3,4	2,8	1,0	0,8	1,0	0,0	Consommation totale		0,6	0,1	0,3	0,2	1,2	1,6		
3,6	3,0	1,9	0,0	0,2	0,9	Pouvoir d'achat du revenu		-0,2	0,7	-0,2	0,1	0,4	1,1		

1/ Y compris services non marchands

2. L'investissement des administrations, des ménages et des entreprises

La FBCF des APUL, (qui constitue la quasi totalité de la FBCF des administrations) a augmenté en volume de 7 % en 1986. La reprise des investissements locaux est d'une ampleur comparable à celle observée en 1975 et 1982 ; années marquées par d'importantes mesures de relance : elle compense de plus deux années de croissance modérée (1983 et 1984).

En 1987, la FBCF des APUL (qui se compose pour 72 % de programmes de travaux publics) se stabiliserait au niveau élevé atteint en 1986, pour croître de 1 % en volume. Les investissements en bâtiments scolaires seront soutenus du fait de la montée en charge des programmes 1987-1988, mais cela n'entraînera pas un profil infra-annuel marqué sur l'évolution de la FBCF globale des administrations locales.

Evolution de la FBCF des administrations publiques locales en valeur							(milliards de F)	
1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986		
61,4	71,1	84,2	87,6	90,1	97,7	105,4		

La FBCF en logements des ménages augmenterait en 1987 de 1,6 %. Une légère accélération des achats de logements s'observe dès la fin 1986, et se confirme au début 1987. Ce mouvement est plus sensible en Ile de France, il concerne surtout le secteur libre, tandis que le secteur aidé par l'Etat (PLA et PAP) apparaît moins bien orienté.

L'investissement productif des GEN (20 % de l'investissement total) devrait continuer de se réduire en 1987, comme c'est le cas depuis le début des années 1980 en raison du ralentissement du programme électronucléaire. L'investissement productif des GEN serait ainsi en baisse de 4 % cette année, après 2,8 % l'an passé et 2,3 % en 1985 (aux prix de l'année précédente).

Depuis la note de conjoncture de mai aucun élément n'est venu modifier les prévisions d'investissement productif dans l'industrie concurrentielle. Les résultats définitifs de l'enquête investissement de mars, publiés fin mai, ne modifient pas les chiffres obtenus à partir du premier dépouillement : les chefs d'entreprises industrielles prévoient pour 1987, une hausse de leurs investissements en volume de l'ordre de 3 % (marquée par une croissance plus élevée de l'investissement des industries agro-alimentaires et du secteur automobile, et une stagnation dans les autres secteurs).

En 1987 comme en 1986, le secteur des commerces et services (dont la FBCF représente 37 % de l'investissement productif) tirera la croissance de l'investissement des entreprises avec une augmentation de sa formation brute de capital fixe de 7 % (aux prix de l'année précédente). Ce chiffre est inférieur à celui de 1986 en raison du ralentissement de la demande des ménages. Les quelques indicateurs disponibles sur ce secteur vont dans ce sens, comme la stabilisation de l'opinion des grossistes en biens d'équipement pour les commerces et services.

La FBCF en produits manufacturés, en termes de comptes trimestriels (aux prix de 1980), aura été relativement peu soutenue sur la fin 1986 (- 1,2 %) et le premier trimestre 1987 (+ 0,4 %). Différents indicateurs s'accordent cependant pour suggérer que la FBCF en produits manufacturés accélérerait au second trimestre : un important flux d'importations de biens d'équipement (+ 6,4 % en moyenne en valeur sur avril et mai par rapport au premier trimestre), et des ventes mieux orientées chez les grossistes de ce secteur d'après les enquêtes commerce, vont en effet dans ce sens. Cette accélération attendue de la FBCF en produits manufacturés en volume au second trimestre, conforte le diagnostic en matière d'investissement productif. L'évolution modérée de la FBCF en produits manufacturés sur le début d'année et son bas niveau fin 1986, rendait en effet jusqu'à présent difficilement envisageable une augmentation en rythme annuel compatible avec l'évolution attendue de l'investissement productif.

Investissement productif des entreprises par secteur			
(taux de variation en %, en Francs de l'année précédente)			
	1985	1986	1987*
TOTAL (100)	2,1	3,8	3
Grandes Entreprises Nationales (20)	-2,3	-2,8	-4
Autres entreprises (80)	3,3	5,6	4,5
- Agriculture (6)	-4,2	-7,5	-2
- Industries Concurrentielles (33) ..	9,1	2,4	3
- Commerce-Services (37)	1,0	11,3	7
- BTP (4)	-5,8	4,7	3

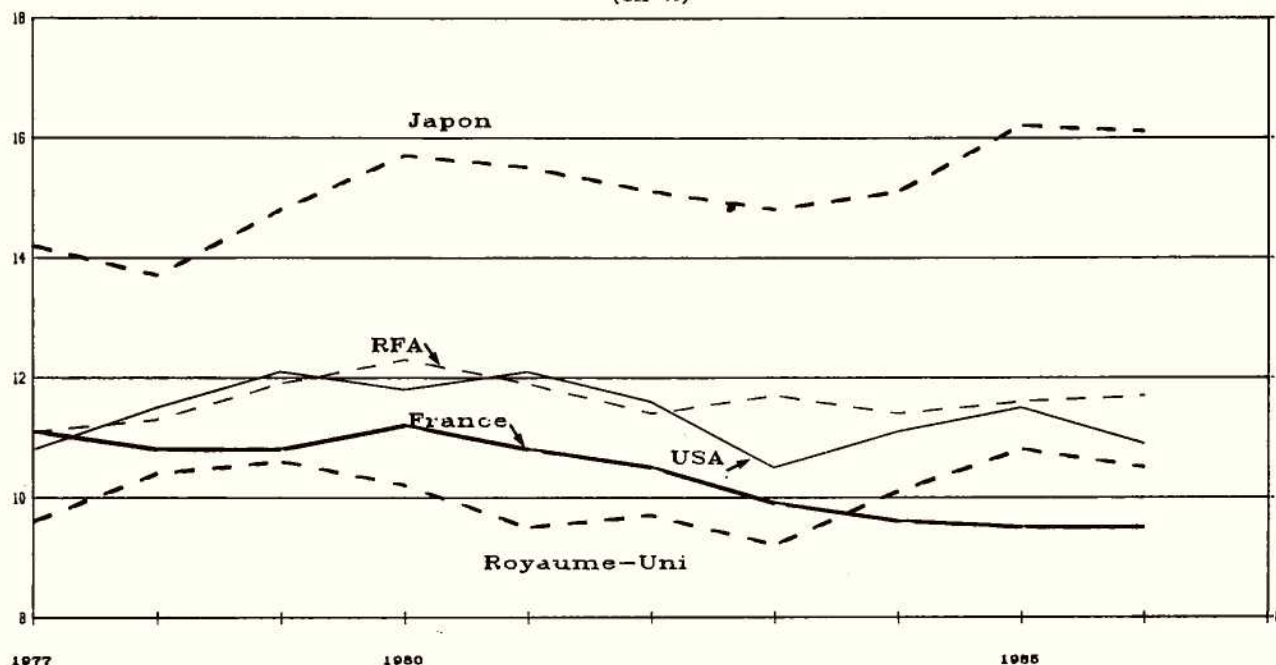
*Les chiffres de 1987, estimés, sont arrondis

Source : INSEE

Si l'on fait l'hypothèse d'une baisse de l'investissement dans l'agriculture de 2 % et d'une croissance de 3 % dans le BTP, l'investissement productif total (FBCF des SQS-EI hors logements) augmenterait cette année de 3 % au prix de l'année précédente, en léger ralentissement par rapport à l'an passé (+ 3,8 %). Hors grandes entreprises nationales, l'investissement productif des entreprises augmenterait de 4,5 % en 1987 après 5,6 % en 1986.

Taux d'investissement productif

(en %)



Source : OCDE

1/ Le concept d'investissement productif n'est pas harmonisé et sa définition varie donc selon les pays ; les niveaux des taux d'investissement ne sont donc pas directement comparables et seule leur évolution temporelle est significative.

Le taux d'investissement productif calculé comme le rapport de l'investissement productif des SQS-EI au produit intérieur brut, après s'être stabilisé en 1985 et 1986 à un niveau de l'ordre de 9,5 %, pourrait progresser en 1987 tout en restant encore inférieur à son niveau de 1980 (11,2 %).

3. Les exportations

Depuis deux trimestres, les exportations (qui aux prix de 1980 représentent environ 20 % des emplois hors stock des produits manufacturés) sont orientées à la baisse. Elles ont diminué en glissement de 2,2 % en volume entre le troisième trimestre 1986 et le premier trimestre 1987.

Ce mouvement d'ensemble défavorable recouvre des évolutions contrastées d'un secteur à l'autre. On observe en effet au premier trimestre 1987 une reprise de nos exportations dans l'ensemble des secteurs, sauf dans les biens d'équipement professionnel (BEP) dont les exportations baissent de 7 % en volume. Hors BEP, la croissance du volume de nos ventes à l'étranger au premier trimestre dépasse 2 %. Comme en 1985 et 1986 la mauvaise tenue de nos exportations de biens d'équipement pèse sur l'évolution de nos exportations de produits manufacturés.

La reprise de nos ventes à l'étranger de biens manufacturés hors BEP est confirmée par les résultats des deux premiers mois du second trimestre (notamment pour les biens de consommation et l'automobile, pour lesquels la moyenne des valeurs exportées sur les deux premiers mois du second trimestre se situe respectivement + 3,1 % et + 3,2 % au dessus des valeurs moyennes du premier trimestre) ; elle vient rompre avec les baisses observées à la fin de l'année 1986 et devrait se poursuivre jusqu'à la fin de l'année. Deux indications fondent cette prévision. D'une part après une baisse au premier trimestre, la demande étrangère adressée à la France devrait accélérer et rester plus soutenue au second semestre. D'autre part les récents résultats des enquêtes de conjoncture amènent à penser que les ventes des exportateurs français devraient s'améliorer sur la fin 1987.

Ainsi les réponses à l'enquête mensuelle dans l'industrie relatives aux carnets étrangers et à la demande étrangère -dont les soldes se révèlent sur le passé relativement bien corrélés aux évolutions des exportations en volume- qui s'étaient fortement dégradées en 1985 et 1986 apparaissent mieux orientées. Si cette amélioration concerne l'ensemble des secteurs, elle est modérée toutefois dans le secteur des biens d'équipement professionnel, pour lequel l'indicateur de l'enquête se situe à un niveau exceptionnellement bas. Il en est même pour l'enquête semestrielle sur "la concurrence étrangère et les exportations". En mai 1987, l'indicateur relatif aux commandes étrangères se redresse, surtout dans les biens intermédiaires, reste élevé dans l'automobile, et très bas pour les BEP quoiqu'en légère amélioration.

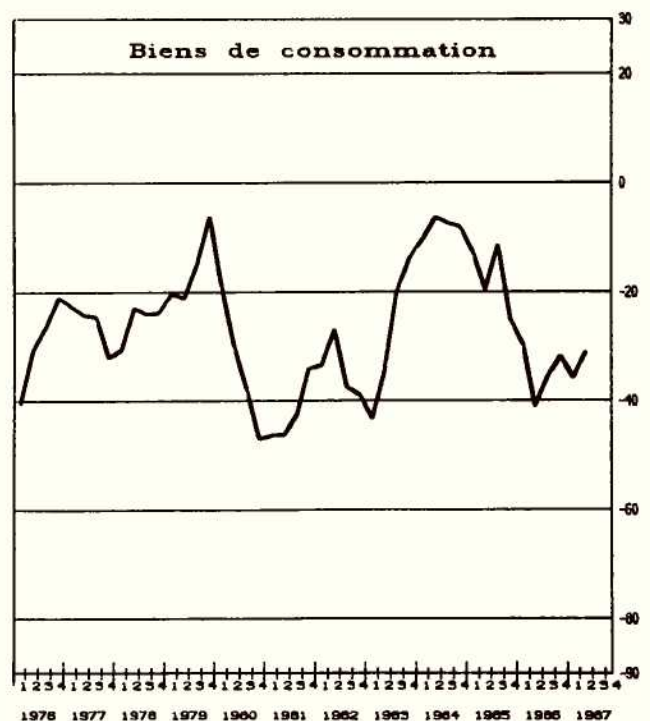
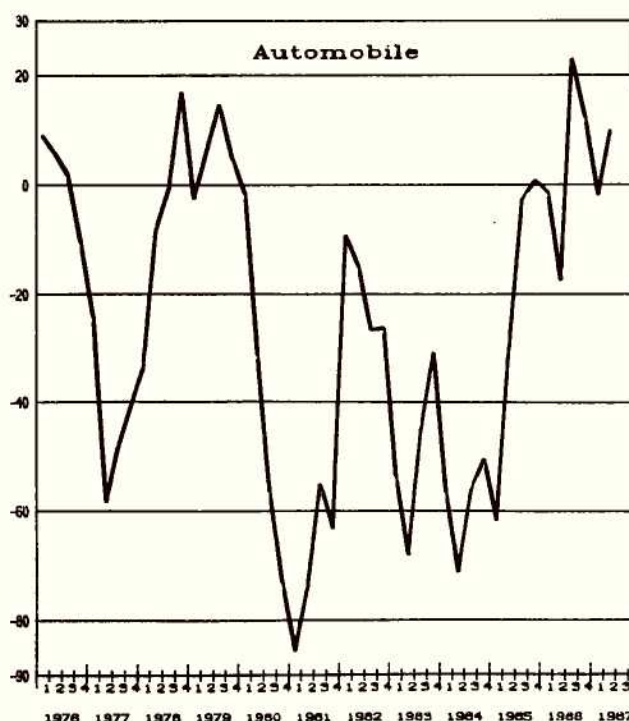
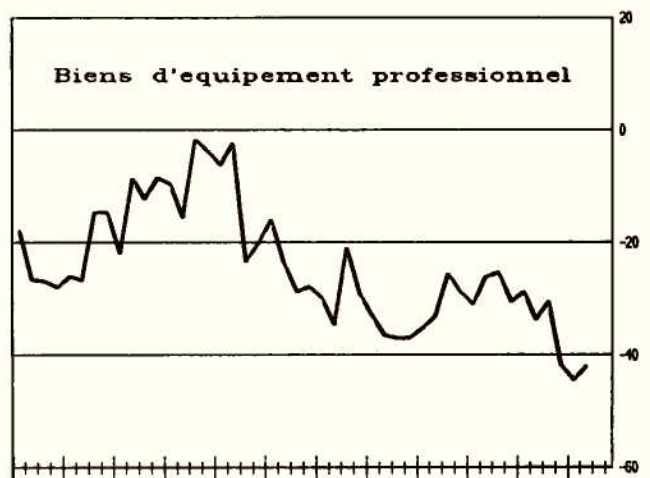
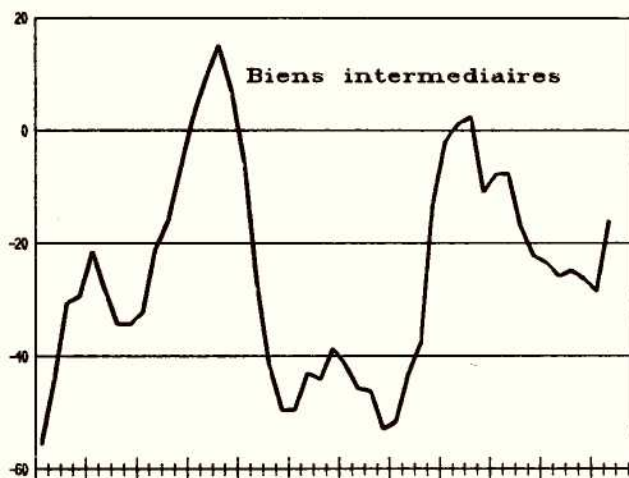
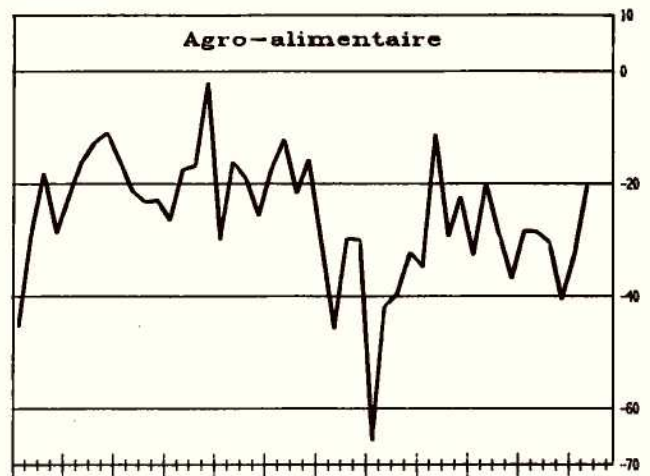
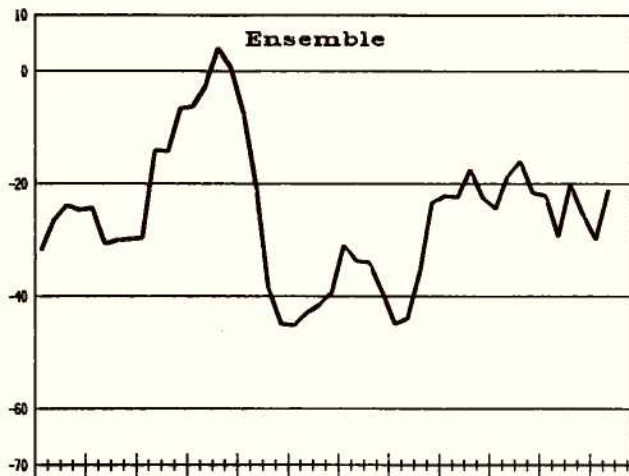
Nos exportations pourraient évoluer sur la fin de l'année à un rythme de l'ordre de 1 % par trimestre ; compte tenu de l'acquis, l'accroissement annuel du volume des exportations serait de l'ordre de 0,6 %. Par produit les exportations de matériel de transport resteraient les plus dynamiques, du fait notamment des bonnes performances de l'industrie automobile. Les ventes de biens d'équipement resteraient les plus mal orientées, tandis que celles de biens intermédiaires et de biens de consommation seraient modérées. Hors biens d'équipement nos exportations augmenteraient de plus de 2 % cette année, après 0,4 % l'an passé.

L'absence d'indicateur sur la demande mondiale par produit ne permet pas de savoir si la divergence d'évolution des exportations selon les produits ne fait ou non que traduire celle de la demande mondiale -on peut néanmoins penser que la demande mondiale de biens d'équipement doit être beaucoup moins favorable que celles de biens de consommation. En effet la demande de l'OPEP et des PVD dont la structure est lourde en biens d'équipement baisse tandis que celle des pays développés, tirée par la consommation s'accroît-. Néanmoins la modération des coûts salariaux a permis d'améliorer récemment notre compétitivité, vis-à-vis des pays européens notamment, surtout à l'exportation. Cette amélioration est perçue par les industriels. Ainsi la compétitivité des prix de vente du secteur automobile apparaît d'après l'enquête concurrence étrangère en amélioration notable depuis 24 mois (dans le même temps cependant l'opinion sur les marges commerciales sur le marché extérieur s'est dégradée).

Vis-à-vis des concurrents de la zone dollar, les incidences du ralentissement des coûts salariaux seront cette année surcompensés par la baisse du dollar. Enfin la spécialisation géographique des échanges français vers les pays en voie de développement et les pays pétrolier, conséquence de succès passés, joue aujourd'hui défavorablement ; la modifier prendra du temps et exigera des investissements commerciaux coûteux.

Carnets et demande étrangers

(Solde des réponses)



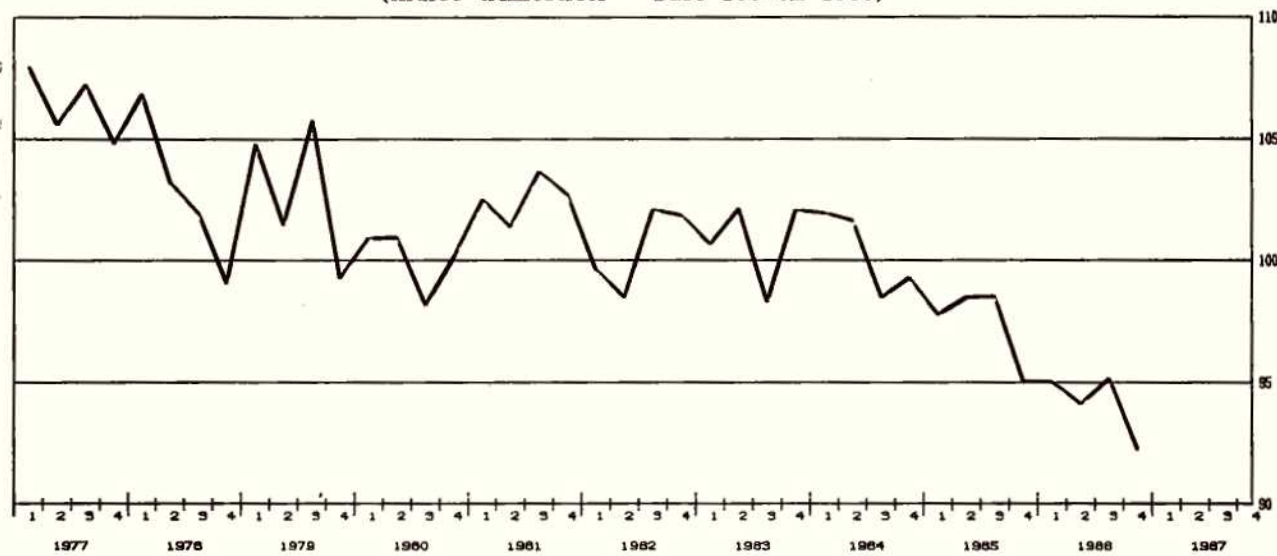
Source : INSEE-Enquete mensuelle dans l'industrie

Evolution de nos exportations en volume

% F 80

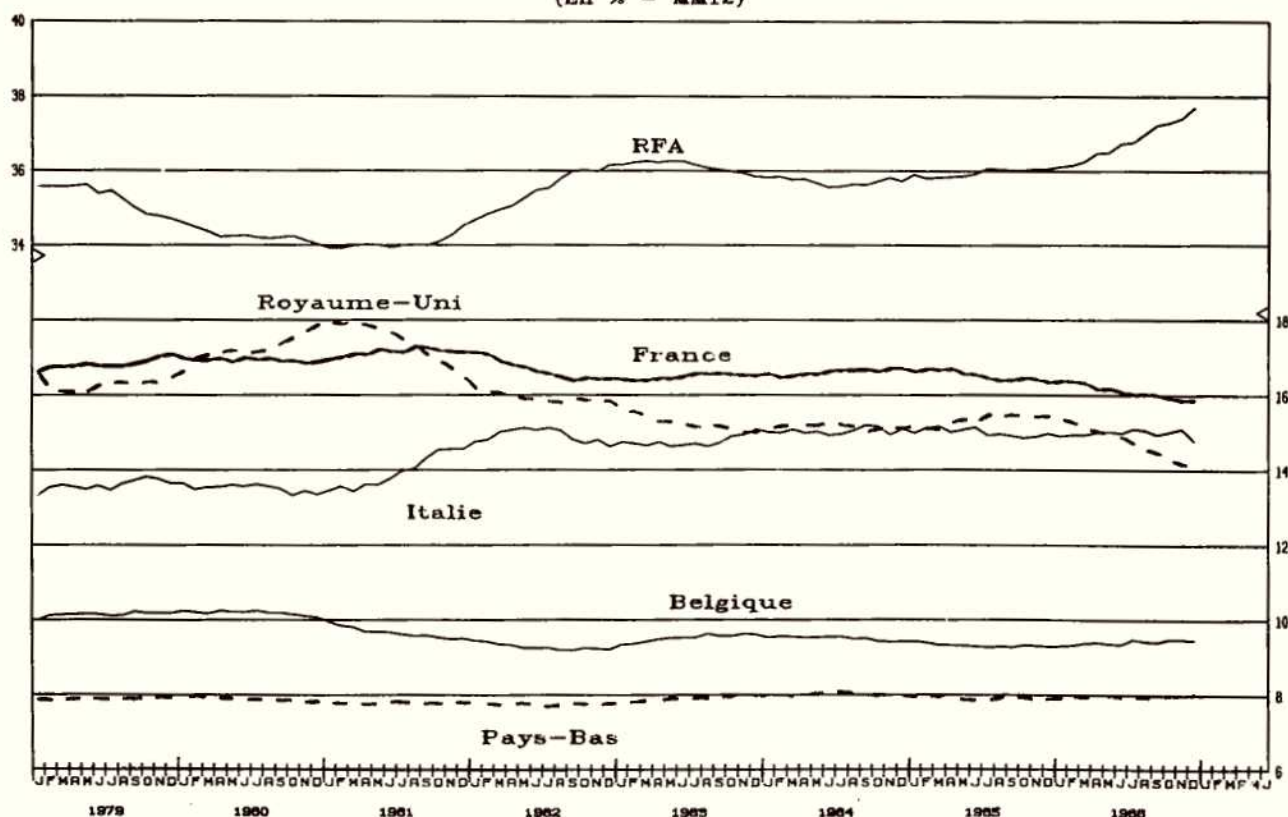
	1986	1987	1986				1987			
			86.1	86.2	86.3	86.4	87.1	87.2	87.3	87.4
Produits manufacturés	-0,5	0,6	-1,0	0,8	1,6	-1,5-	-0,6	0,8	1,1	1,0

Evolution des parts de marche en volume de la France pour les produits manufacturés (Indice trimestriel - Base 100 en 1980)



Source : INSEE

Parts de marche en valeur de la France et de ses partenaires dans les exportations européennes de produits manufacturés (En % - MM12)



Source : INSEE

Coûts salariaux unitaires dans quelques pays

	Taux de croissance annuels moyens (%)			
	1983	1984	1985	1986
Belgique	-0,5	4,6	0,2	-0,5
USA	-2,5	-0,5	0,6	0,0
France	7,6	4,7	2,5	1,0
Japon	-2,3	-3,8	-2,5	2,7
RFA	-0,5	1,0	0,5	3,9
Royaume-Uni	-0,1	2,6	3,7	5,0
Italie	13,5	2,8	-6,9	7,7

Source : OCDE

Les échanges de matériel militaire

En 1986, le solde de nos échanges de matériel militaire s'est élevé à 34,3 Mds de F. Hors armement le solde des échanges de produits manufacturés a donc été l'an passé à peine excédentaire. Depuis le début de l'année 1987, le solde militaire s'est sensiblement dégradé. Sur les cinq premiers mois il atteint 10,3 Mds de F, soit 2,1 Mds de F par mois, ce qui par rapport à la moyenne mensuelle de l'an passé conduit à un manque à gagner de 3,8 Mds de F en cinq mois. A priori cette dégradation peut être jugée exceptionnelle. En effet le haut niveau des commandes enregistrées en 1984, devrait conduire à des livraisons accrues dans les mois qui viennent, ce qui permettrait de retrouver un niveau du solde militaire proche de ceux de l'an passé.

Ces tendances peu dynamiques pourraient cependant être durables. La baisse du prix du pétrole pèse sur les ressources des principaux acheteurs, dans le même temps, les dépréciations de la livre et du dollar favorisent nos principaux concurrents sur le marché aéronautique militaire.

Ainsi même si la réduction du solde militaire sur le début de l'année apparaît exceptionnelle compte tenu des prévisions de livraisons pour 1987, elle pourrait annoncer des tendances pour les années à venir si le marché mondial de l'armement ne se développait pas à nouveau.

Solde militaire (mensuel)

(milliards de F)

1986		1987				
Total	86.4	janvier	février	mars	avril	mai
2,8	3,0	2,4	2,5	2,4	1,6	1,4

Commandes d'armements

(milliards de F)

1982	1983	1984	1985	1986
41,6	29,1	61,8	44,5	25,3

V - L'activité

La hausse des importations en volume de produits manufacturés au premier semestre traduit une dégradation jugée transitoire du partage de l'offre : elle est en effet liée à une poussée des importations de véhicules automobiles plus forte que celle des immatriculations de voitures étrangères. Aussi devrait-on assister à un retrait des importations manufacturières au second semestre amplifié par le ralentissement, puis l'inversion du mouvement de stockage.

Après s'être adaptée au rythme de production (notamment dans l'industrie automobile), la formation de stocks ne devrait pas en effet continuer à s'effectuer au rythme élevé des derniers trimestres. Ce facteur de modération de la production s'ajouterait ainsi au ralentissement de la demande finale pour conduire à un repli limité de la production manufacturière au

second semestre, plus marqué dans le secteur des biens d'équipement professionnel. Sur l'année la production manufacturière pourrait ainsi légèrement diminuer (- 0,4 % en moyenne annuelle en 1987 après + 0,9 % l'an passé et - 0,7 % en 1985).

Les secteurs non industriels apporteraient une contribution plus régulière à la croissance, les activités destinées aux ménages subissant toutefois le contre-coup du freinage de la consommation.

L'évolution de l'emploi en 1987 refléterait la moindre progression de l'activité et une contribution plus modérée des mesures spécifiques en faveur de l'emploi : les effectifs baisseraient de 0,5 % sur l'année, qu'il s'agisse des effectifs totaux ou des seuls salariés des secteurs marchands non agricoles.

1 - Les importations de produits manufacturés

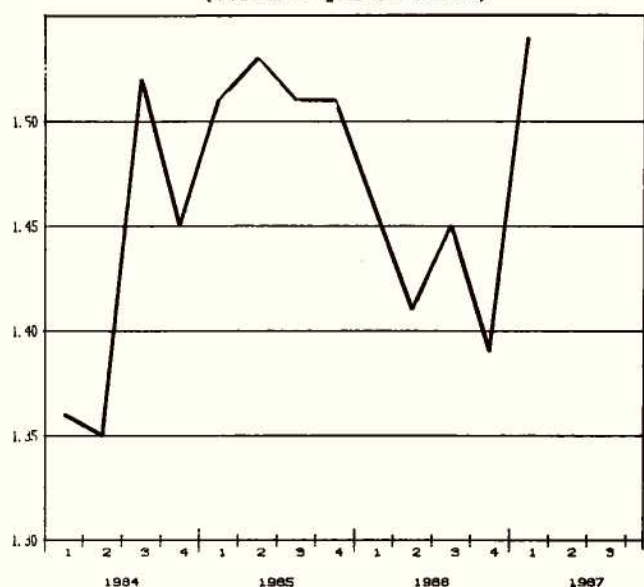
Après avoir marqué un temps d'arrêt sur la fin 86, (- 3,2 % en volume au quatrième trimestre), les importations de produits manufacturés ont augmenté au premier trimestre 1987 (+ 3,0 %), de sorte que sur les deux trimestres le partage de l'offre entre producteurs nationaux et étrangers retrouve son niveau du troisième trimestre 1986. Les évolutions des importations en valeur des deux premiers mois du second trimestre indiquent la poursuite du mouvement de hausse. Sur les six premiers mois de l'année, le glissement des importations en volume atteindrait environ 6,6 %. Cette évolution soutenue, dans un contexte marqué par une relative stabilité de la production manufacturière (- 0,6 % au quatrième trimestre de 1986, et au premier trimestre 1987) et de la consommation des ménages (- 0,2 % sur les deux trimestres), conduirait au second trimestre à une dégradation du partage de l'offre qu'il convient d'analyser.

Une partie importante de la forte reprise des volumes importés au premier trimestre est liée à une hausse de 12 % du volume des achats de matériel de transport et d'automobiles. Si l'on exclut ce poste, la croissance des importations n'est que de 2 %

**Nombre de véhicules importés
rapporté aux immatriculations de
véhicules étrangers en France**
(Voitures particulières)

au premier trimestre, après une baisse de 3,2 % au quatrième trimestre 1986, d'où un glissement de - 1,2 % sur six mois, qui met donc fin à la forte progression du premier semestre 1986.

La bouffée d'importations de matériel de transport résulte de la dégradation du taux de pénétration étranger sur le marché de l'automobile. Après avoir atteint 34,9 % fin 1986, il s'est redressé entre janvier et mai 1987 pour se situer à 36,5 %. L'évolution du nombre de véhicules importés au premier trimestre est cependant supérieure à celle des immatriculations de véhicules étrangers en France sur la même période, suggérant que la dégradation du taux de pénétration n'est pas la seule raison à la hausse des importations.



Deux interprétations peuvent être proposées pour comprendre cette évolution atypique du ratio importations sur immatriculations des véhicules particuliers étrangers. Il pourrait s'agir soit d'un comportement de stockage des concessionnaires de marques étrangères soit de réimportations de voitures de marques françaises fabriquées à l'étranger. Les résultats de l'enquête sur les stocks dans le commerce confortent la première hypothèse ; La seconde hypothèse est par contre difficile à vérifier, du fait de l'absence de donnée sur les échanges internationaux entre établissements d'une même marque. On retiendra néanmoins, que la hausse des importations en valeur de matériel de transport au premier trimestre 1987 (+ 9,5 %), provient pour près de moitié des importations en provenance d'Espagne (où sont délocalisées des usines de marques françaises) qui augmentent de 32 % sur le trimestre, ce qui conforterait la seconde hypothèse. Ces deux hypothèses et le ralentissement attendu des achats d'automobiles en France au second semestre invitent à penser que les importations d'automobiles particulières devraient se replier sur la fin de l'année.

Une autre cause contribuant à la dégradation du partage de l'offre est le fort contenu en biens d'équipement des importations du second trimestre (les importations de biens d'équipement augmentent de 5,5 % et ce mouvement est cohérent avec les réponses des grossistes à la dernière enquête de conjoncture, sur l'évolution de leurs ventes et sur leurs intentions d'achats).

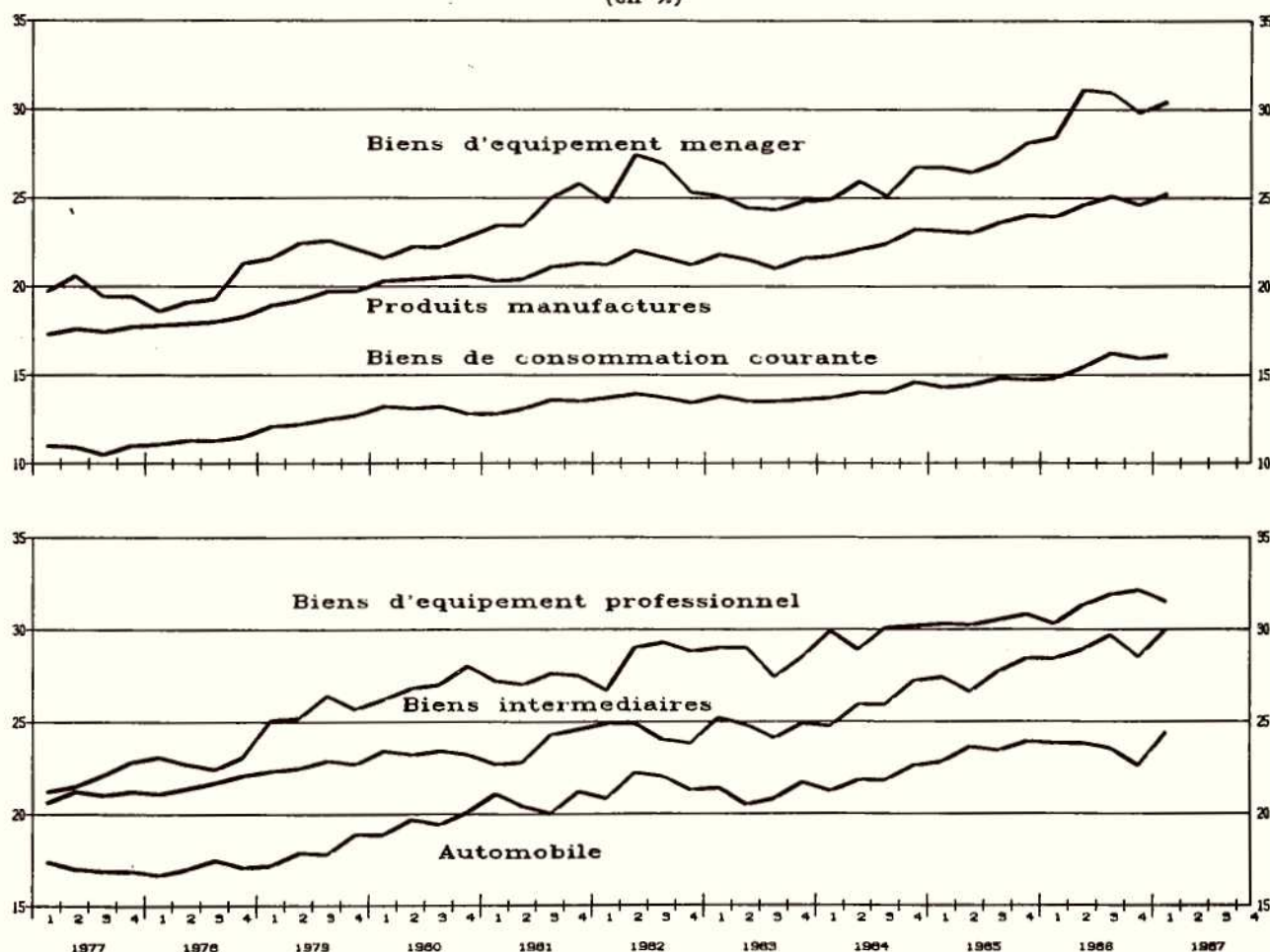
Outre la dégradation du partage de l'offre, le maintien des importations à des niveaux élevés appelle une remarque d'un autre ordre. D'une part ce phénomène tient plus aux importations de biens destinés aux entreprises qu'à celles de biens de consommation. Le glissement des importations de biens destinés aux ménages (hors véhicules) après les fortes importations du 2ème et 3ème trimestre 1986, est de l'ordre de - 1,3 % entre le quatrième trimestre 1986 et le second 1987. Au contraire, concernant les biens intermédiaires et les biens d'équipement ce même glissement s'établit respectivement à 2,3 % et 5,5 %. Plutôt tirées sur les 9 premiers mois de 1986 par la demande des ménages, les importations manufacturières satisfont maintenant la demande émanant des entreprises.

Importations de produits manufacturés									
					(F80 %)				
1986					1987				
86.1	86.2	86.3	86.4	MA	87.1	87.2	87.3	87.4	MA
-0,9	7,1	2,6	-3,2	8,5	Importations en volume				
-0,6	3,4	0,6	-1,1	2,8	Total des ressources				
					3,0	3,6	-2,5	-1,9	4,5
					0,1	1,3	-0,7	-1,2	0,8

Sur l'ensemble de l'année, les importations augmenteraient de 4,5 % en moyenne annuelle, en net ralentissement par rapport à 1986 où elles avaient augmenté de 8,5 %. La stabilisation de la consommation au niveau élevé atteint fin 1986, et une évolution de la FBCF voisine de celle de l'an passé, ne permettront donc pas de repli des importations. En cela 1987 se différencie de 1983. En 1983, le repli de la consommation des ménages s'était accompagnée d'une baisse des importations. Le maintien de la demande intérieure à un haut niveau, interdira ce mouvement cette année.

Taux de pénétration en volume par produits

(Importations rapportées à la demande intérieure)
(en %)



Source : Comptes nationaux trimestriels

2 - Les stocks et la production de produits manufacturés

Depuis 1981, la production de produits manufacturés a stagné aux alentours de 1380 milliards de francs 1980 après avoir atteint 1410 milliards en 1980. Cette stabilité depuis cinq ans recouvre des évolutions marquées des postes de la demande : 1987 succède à une année 1986 où, comme en 1982, la demande interne a été dynamique (1986 : ensemble des éléments de la demande interne ; 1982 : consommation des ménages surtout), mais où le solde extérieur a presque annulé les conséquences de ce dynamisme sur la production (1986 : vive croissance des importations ; 1982 : décroissance des exportations et croissance des importations).

En plus de l'impact du freinage de la demande, la prévision de production manufacturière doit prendre en compte l'importance de la formation de stocks en 1986 en stocks utilisateurs et en stocks du commerce (13,9 milliards de francs 1980 pour ces deux catégories).

Les variations de stocks en 1986 par produits					
	Milliards de F 1980				
	Producteurs	Utilisateurs	Commerce	Total	Comptes Trimestriels ^{1/}
Biens intermédiaires	-1,0	4,0	0,1	3,1	4,2
Biens d'équipement	-1,1	4,0	1,5	4,3	6,3
Automobile	-2,4	-0,2	1,3	-1,3	0,0
Biens de consommation (y compris biens d'équipement ménager)	-0,7	0,2	2,9	2,5	2,7
Total manufacturier	5,2	8,0	5,8	8,6	13,2

Source : Compte annuel provisoire sauf dernière colonne

1/ Les comptes trimestriels ne sont que partiellement calés sur le compte annuel provisoire 1986 : il en résulte des différences qui se répercutent sur les stocks. Les chiffres notés sont ceux des Premiers Résultats du premier trimestre 1987.

Variation de stocks manufacturés aux prix de 1980							
	milliards de F 1980						
	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Producteurs 1/	12,4	3,0	6,2	4,9	3,0	-2,1	-5,2
Utilisateurs	6,6	-11,8	-6,8	-9,2	-3,5	-0,2	8,0
Commerce	6,1	0,4	2,1	4,5	-4,2	0,4	5,8
TOTAL	25,2	-8,4	1,5	0,2	-4,8	-1,9	8,6

Source : Comptes nationaux annuels

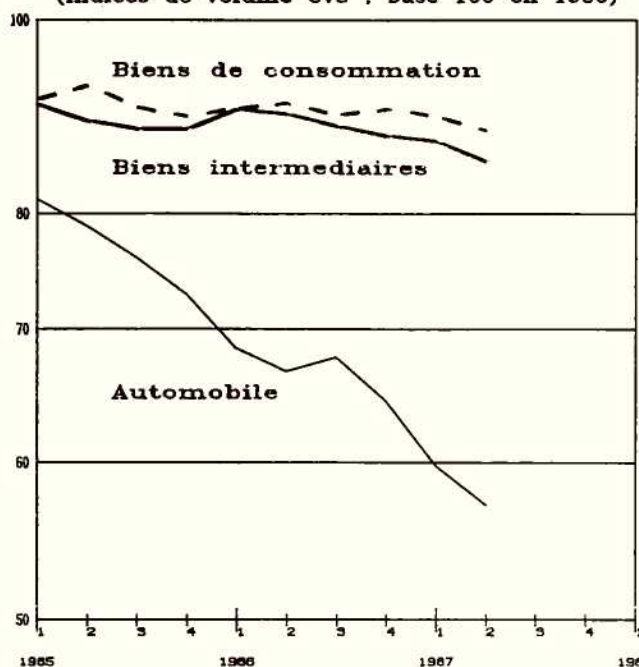
1/ Voir l'encadré pour une définition de ces catégories

a. Les stocks de produits manufacturés

Dans l'ensemble de l'industrie manufacturière, la formation de stocks serait encore importante en 1987 (15,1 Mds de F 80 après 13,2 en 1986 en comptes trimestriels), et contribuerait légèrement à la croissance de la production. La situation des branches serait diverse avec une contribution des stocks négative dans les biens intermédiaires et les biens de consommation, et au contraire un fort stockage dans les biens d'équipement professionnel et dans l'automobile.

Stocks produits

(Indices de volume CVS ; base 100 en 1980)



Source : Enquête stocks

Si sur l'ensemble de l'année 1986 la formation de stocks de biens intermédiaires a été le fait des utilisateurs (4 milliards de F 1980 d'après le compte annuel provisoire) et non des producteurs, l'année 1986 s'est terminée avec des stocks producteurs jugés trop élevés (enquête de conjoncture) et un allègement des stocks - utilisateurs et commerce (enquête trimestrielle de conjoncture et enquête commerce de gros).

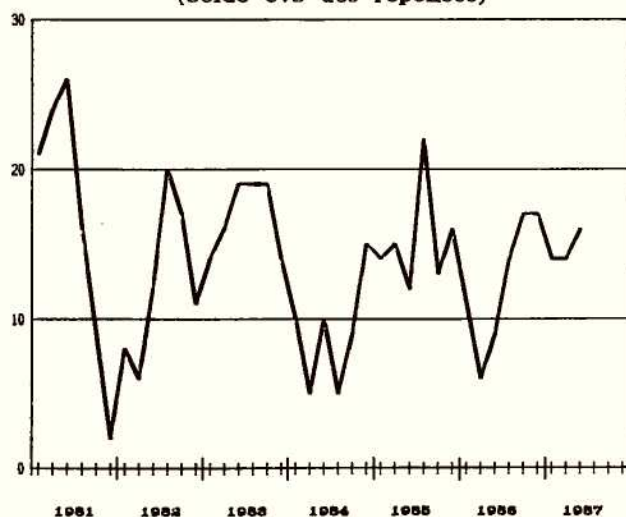
En 1987, la formation globale de stocks serait encore positive mais ne représenterait que les deux tiers environ de celle de l'an passé, contribuant ainsi négativement à la croissance de la production (- 0,3 point environ). En profil, après un premier trimestre où la variation de stocks serait positive, mais moins importante que celle du trimestre précédent (0,6 Md F 80 après 1,2 d'après les comptes trimestriels) grâce à une

réduction des stocks producteurs, toute les catégories de stocks augmenteraient au deuxième trimestre : les stocks producteurs et utilisateurs sont alors jugés inférieurs à la normale tandis que les stocks commerce sont jugés normaux par les grossistes qui sont optimistes dans leurs intentions de commande. Au second semestre 1987, les variations de stocks seraient de faible amplitude et contribueraient négativement à la production avec une baisse des stocks producteurs et une légère augmentation des stocks utilisateurs et commerce dans les secteurs porteurs.

Dans les biens de consommation (y compris biens d'équipement ménager), la formation de stocks est assez forte en 1986 et est pour l'essentiel constituée de stocks-commerce. Ce stockage a débuté au deuxième trimestre à la fois dans le commerce de détail et le commerce de gros, en grande partie alimenté par les importations. Au dernier trimestre, les ventes du commerce de détail ont diminué et les stocks se sont alourdis. Les grossistes ont au contraire réduit leurs stocks. Les industriels terminent l'année avec des stocks-producteurs un peu supérieurs à leur niveau normal, ayant sans doute déstocké en début d'année et stocké en fin d'année.

Stocks des grossistes en biens de consommation

(Solde CVS des réponses)



Après un premier trimestre 1987 où la formation de stocks serait encore légèrement positive (stock producteurs d'après l'enquête trimestrielle de conjoncture), les stocks se stabiliseraient au deuxième trimestre en raison de l'amélioration passagère de la consommation. Au second semestre, on pourrait assister à un léger stockage chez les producteurs qui à l'enquête de mai ont déclaré des stocks de produits finis inférieurs à leur niveau normal. Le stockage chez les commerçants dépendra de l'anticipation qu'ils ont de l'évolution de la consommation des ménages : à l'enquête de mars-avril, ils semblaient s'attendre à une amélioration.

Comme dans les biens intermédiaires, le stockage a été important en 1986 dans les biens d'équipement professionnel, que ce soit en stocks utilisateurs ou en stocks commerce (Airbus non encore transférés à leur propriétaire), les stocks producteurs ayant au contraire baissé. Si l'on tient compte d'une formation de stocks importante dans la branche aéronautique-armement (produits finis et travaux en cours de matériels civils et surtout militaires : 3,2 Mds de F 80 de variation de stocks producteurs pour ces derniers), la baisse des stocks producteurs a été forte dans les autres branches.

En 1987, la formation de stocks serait encore plus forte qu'en 1986 : 9 milliards de F 80 environ en comptes trimestriels dont 6 seraient des stocks producteurs dans la branche aéronautique armement (montée en charge de la production d'Airbus, et poursuite de la production des arsenaux militaires). Les stocks commerce se dégonfleraient de 1 MdF 80 correspondant au transfert des Airbus terminés en 1986. De même les stocks utilisateurs devraient baisser de 2 Mds F 80. Au total, la contribution des stocks à l'évolution de l'activité serait positive (0,8 point environ), avec une forte part prise par les produits de l'aéronautique-armement.

Les diverses approches des stocks

Comptabilité générale	Enquête stocks	Enquêtes de conjoncture	Comptabilité nationale annuelle 4/
Produits finis 1/	Produits par secteur	Produits finis par branche industrielle	produits par branche tels que : Production + Δ (Stocks produits) = Livraisons Source : enquête stocks
Produits intermédiaires 2/			
Travaux en cours			
Matières premières	Matières par secteur	Matières premières et demi-produits par secteur industriel et par produit	Utilisateurs par produit
Matières et fournitures consommables			
Emballages			
Marchandises dans l'industrie 3/	Marchandises par secteur		Reclassées en général en stocks produits
Marchandises dans le commerce		Stocks du commerce	Stocks du commerce

1/ La notion de "produit" est à apprécier par rapport au processus de production.

2/ Produits "intermédiaires" : produits qui ont atteint un stade d'élaboration final et qui pourraient donc être vendus en l'état, mais qui sont repris dans le processus de production de l'entreprise qui les a fabriqués, pour contribuer au produit final.

3/ Marchandises : ce sont des achats de produits finis pour revente en l'état ; ils se rencontrent donc soit dans l'industrie en complément de gamme, soit surtout dans le commerce.

4/ La comptabilité nationale trimestrielle ne décrit que les stocks totaux.

Dans la construction automobile, les stocks se sont accrus en 1986 dans le secteur du commerce comme le montre l'enquête stocks (stocks du secteur réparation et commerce de l'automobile). Par ailleurs, d'après l'enquête mensuelle de conjoncture, les industriels après avoir jugé leurs stocks-producteur excessifs en début d'année, n'ont pas cessé ensuite de les juger inférieurs à leur niveau normal : les stocks producteurs ont nettement diminué en 1986 d'après le compte annuel provisoire.

Aux deux premiers trimestres 1987, la formation de stocks serait importante avec une forte contribution des importations qui viendraient gonfler les stocks-commerce.

Au second semestre, la formation de stocks cesserait : les producteurs auraient retrouvé un niveau normal de stocks et le tassement de la demande ne les inciterait pas à les accroître. Parallèlement les importations redescendraient à un niveau plus normal, les stocks-commerce ne s'accroissant plus.

b) La production de produits manufacturés

Globalement, les industriels font face en 1987 à un ralentissement sensible de la demande intérieure par rapport à 1986, sans que les exportations prennent vraiment le relais (au contraire de ce qui avait été constaté au lendemain de la reprise interne de 1982). La faiblesse de la demande interne touche d'autant plus la production industrielle française que le partage de l'offre se dégrade en début 1987 par rapport à 1986.

Les grandes branches manufacturées peuvent être classées en deux groupes qui se distinguent par le dynamisme de leur demande interne et de leur formation de stocks :

Le premier est constitué des Biens intermédiaires et des Biens de consommation (y compris biens d'équipement ménager) ; il est caractérisé par une demande finale intérieure y compris stocks décroissante.

Le second comprend les Biens d'équipement professionnel et l'Automobile : ce groupe bénéficie à la fois d'une demande interne encore dynamique, et d'une contribution des stocks à la croissance positive.

Produits manufacturés : équilibre ressources-emploi résumé													
Taux de croissance en % (volumes aux prix de 1980)													
		1986					1987						
MA	GA	86.1	86.2	86.3	86.4		87.1	87.2	87.3	87.4	GA	MA	
0,9	1,2	-0,8	2,8	-0,2	-0,6	Production effective	-0,6	0,8	-0,3	-1,3	-1,4	0,4	
8,5	5,6	-0,9	7,1	2,6	-3,2	Importations	3,0	3,6	-2,5	-1,9	2,2	4,5	
-0,5	-0,1	-1,0	0,8	1,6	-1,5	Exportations	-0,7	0,8	1,1	1,0	2,2	0,6	
4,1	3,2	0,6	1,4	1,3	-0,2	Consommation des ménages	-0,2	-0,2	-0,3	-0,2	-0,9	0,3	
4,1	3,6	2,2	2,8	-0,1	-1,3	FBCF totale	0,5	3,8	0,8	0,4	5,5	3,5	
4,0	3,6	2,4	2,8	-0,2	-1,5	dont : entreprises	0,5	3,8	0,8	0,4	5,5	3,4	
3,2		-2,0	6,0	5,3	4,0	Variations de stocks (Mds F 80)	6,2	9,0	3,3	-3,3		15,1	
2,1	1,8	0,0	2,0	0,7	-0,9	Emplois hors stocks	-0,3	0,8	0,3	-0,1	0,7	0,7	

Biens intermédiaires et Biens de consommation devraient avoir des conjonctures assez semblables avec stabilité de leur demande intérieure hors stocks, mais exportations en hausse de 2 % environ en moyenne annuelle. Comme nous l'avons déjà vu, la contribution des stocks à la croissance serait négative dans ces deux branches. Mais le fort stockage de 1986 s'étant effectué principalement chez les utilisateurs pour les biens intermédiaires et chez les commerçants pour les Biens de consommation, le ralentissement du stockage ne devrait pas peser trop fortement sur la production en 1987. Malgré la relative tenue des exportations, la production baisserait d'environ 1 % dans les biens intermédiaires et de 0,5 % dans les biens de consommation (moyennes annuelles).

Le second groupe (Biens d'équipement professionnel et l'Automobile) est moins homogène que le premier car les résultats à l'exportation de ces deux branches sont en forte opposition : recul des exportations pour la première acquies dès le premier trimestre ; croissance soutenue des exportations pour la seconde acquies aux deux premiers trimestres.

Les Biens d'équipement professionnel ne bénéficieraient donc que de la hausse de l'investissement, ainsi que de la croissance des stocks-produit, que ce soit dans l'aéronautique et la construction navale (travaux en cours), ou dans la construction mécanique et électronique. La stabilité des emplois en moyenne annuelle se traduirait par une baisse de la production d'un peu plus de 2 %.

La Construction automobile serait en 1987 la seule branche manufacturée dont la production augmente (un peu moins de 6 %). Ce bon résultat résulterait d'une stabilité du partage de l'offre entre production et importations, et du dynamisme de la formation de stocks en particulier des producteurs qui n'avaient pu faire face à la forte demande 1986 qu'en déstockant. En plus du dynamisme des exportations le freinage de la consommation des ménages serait limité en moyenne annuelle compte tenu d'un fort acquis fin 1986: en glissement la consommation des ménages en automobiles baisserait de près de 3 % en 1987.

En profil, la production serait presque stable en glissement sur le premier semestre puis en recul de 1,6 % au second. Le premier semestre lui-même serait formé de deux trimestres très contrastés : le premier en baisse de 0,6 % et le second en reprise de 0,8 %. Ce mouvement de ciseau est principalement le fait des biens intermédiaires où le froid du début d'année a perturbé la production. Les biens de consommation participeraient également, mais à un moindre degré, à ce mouvement qui est similaire à celui de la consommation des ménages.

La baisse de la production en glissement au second semestre est due à une contribution négative des stocks et à une stagnation des emplois hors stocks. Ce recul est général et n'épargne que les biens de consommation en raison d'un léger stockage chez les producteurs.

3 - Le bâtiment et les travaux publics

Les entrepreneurs du bâtiment ont enregistré, au premier trimestre 1987 une diminution de leur activité surtout dans le gros oeuvre en raison des conditions climatiques défavorables. Leur activité prévue pour le deuxième trimestre est au contraire en redressement, particulièrement dans le gros oeuvre.

Les promoteurs privés ont noté en avril une amélioration de la demande de logements neufs, amélioration particulièrement marquée en Ile de France. Les chiffres SICLONE du premier trimestre 1987, s'ils sont à prendre avec précaution en raison de la montée en charge du système en 1986, montrent une baisse des autorisations dans le collectif et au contraire une croissance forte dans le secteur de la maison individuelle. Les mises en chantier seraient en légère amélioration sur le second semestre 1986,

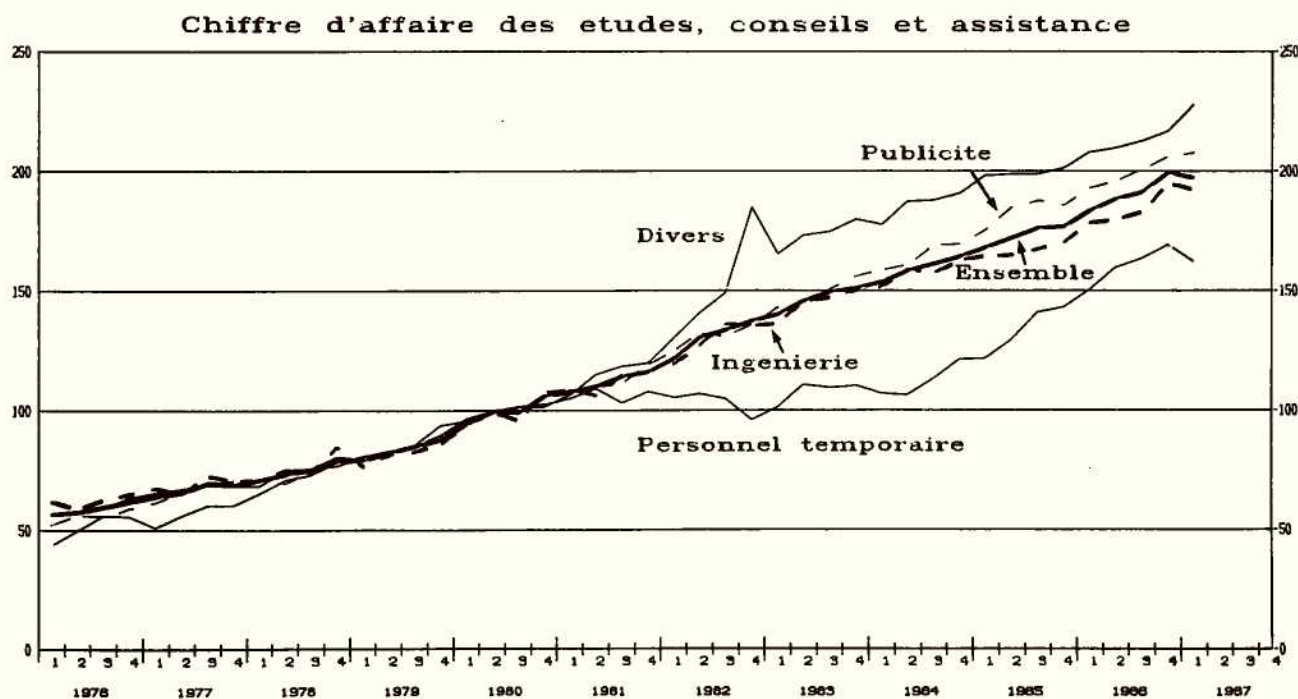
surtout dans le secteur libre et à un moindre degré pour les prêts conventionnés, tandis que les prêts locatifs aidés et les prêts d'accèsion à la propriété seraient moins bien orientés. Au total, après un début d'année assez satisfaisant, le second semestre serait plutôt moins bon que le premier en partie à cause d'un contexte économique défavorable (faible progression du pouvoir d'achat, prix de la construction en progression, taux d'intérêt toujours soutenus).

Dans le bâtiment hors logement, autorisations et mises en chantier se situent à un bon niveau au premier trimestre 1987. L'orientation sur le reste de l'année semble favorable à l'exception des bâtiments agricoles. Les stocks de bureaux constitués en 1986 pourraient cependant peser sur leur mise en chantier en 1987.

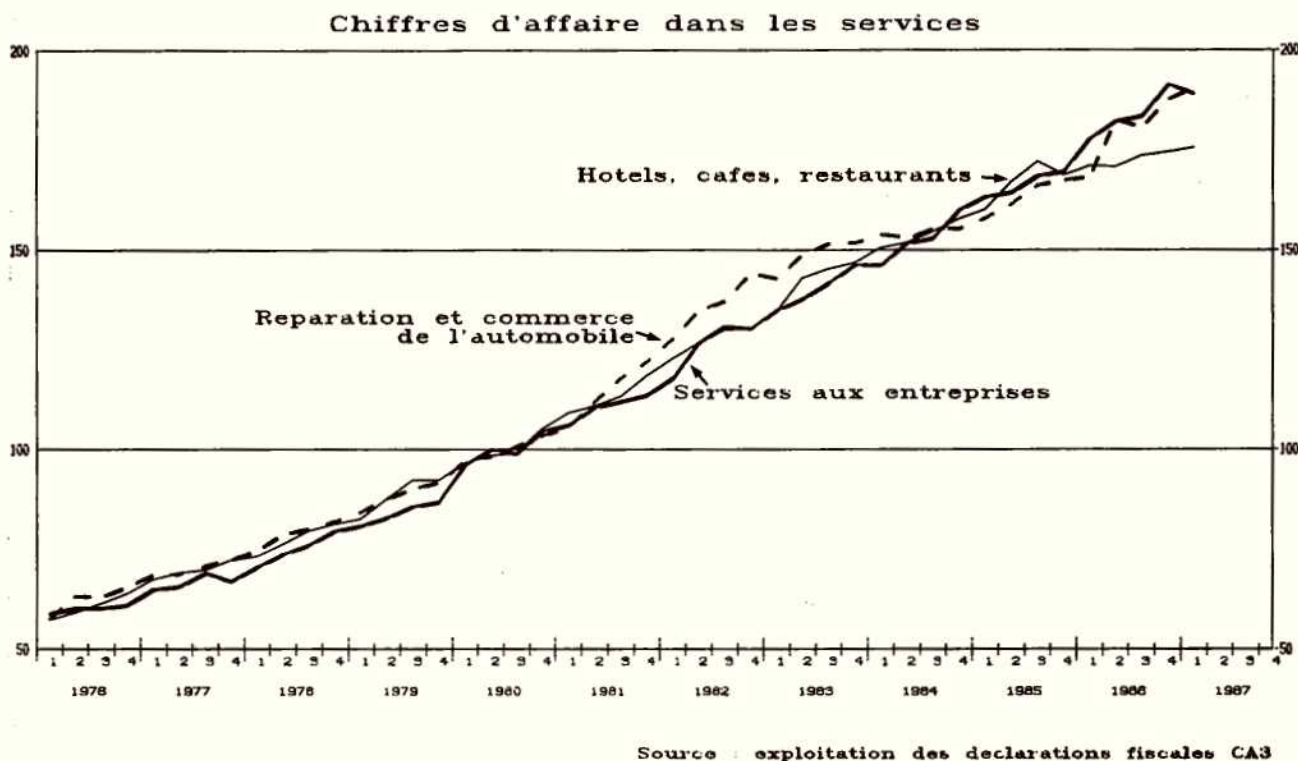
Après un déclin au premier trimestre 1987, les entrepreneurs de travaux publics ont des prévisions d'activité pour le deuxième trimestre bien orientées. Cependant, sur l'ensemble de l'année 1987, leur activité serait à un moins bon niveau qu'en 1986, année qui avait bénéficié du contre-coup des dégâts causés par le gel. Les diverses mesures annoncées (plan autoroutier en particulier) ne devraient pas avoir d'effet avant 1988.

4 - Les services

La progression du chiffre d'affaires en valeur des services aux entreprises s'infléchit au début de 1987. L'évolution des activités de conseil-études-assistance, de location et de crédit-bail immobilier se poursuit à un rythme élevé, proche de celui de 1986, mais celle de la promotion immobilière et des services de nettoyage enregistre une nette dégradation. Il faut noter qu'à l'intérieur du groupe conseil-études-assistance, le mouvement de rattrapage du chiffre d'affaires des prestations de personnel temporaire tend à s'estomper début 1987 (ce rattrapage faisait suite au coup de frein imposé en 1981 par un changement de statut juridique du travail temporaire).



Parmi les services aux ménages, le chiffre d'affaire de la réparation et du commerce de l'automobile conserve le rythme de croissance très élevé observé en 1986, lié en partie sans doute à la hausse du prix du premier trimestre. Le chiffre d'affaires des hôtels-café-restaurants progresse au contraire depuis l'été 1985 à un rythme inférieur à celui des années précédentes.



Sur la fin de l'année 1987, les services devraient connaître des évolutions dans le prolongement de celles de début de l'année, les services rendus aux ménages pâtissant toutefois de l'évolution ralentie du pouvoir d'achat.

5 - L'agriculture

La prévision de la production agricole à cette date de l'année est un art difficile. Les informations disponibles (superficies cultivées, rendements anticipés, mouvements de la production animale), laissent escompter un volume de la production agricole plus élevé qu'en 1986 (+ 1,2 % en francs 1980), principalement grâce à une augmentation de la production végétale.

La récolte céréalière serait meilleure que celle de l'année 1986 qui avait été caractérisée par une baisse des livraisons de blé tendre (- 14,2 %). Les céréales d'hiver et de printemps occuperaient une sole équivalente à celle de 1986 et les conditions climatiques actuelles laissent prévoir une augmentation des rendements : pour le blé tendre, les niveaux records de 1984 pourraient même être atteints (66 quintaux à l'hectare).

La production d'oléagineux devrait être plus abondante qu'en 1986 grâce au redressement des rendements du colza et du tournesol et à une extension des surfaces ensemencées : en particulier les surfaces consacrées au colza augmentent très fortement par rapport à 1986 (+ 70 % pour le colza d'hiver).

En ce qui concerne les productions animales, il faut d'abord noter l'effet des pénalités pour dépassement des quotas laitiers et des aides à la cessation des livraisons de lait : dès le premier trimestre la collecte de lait est sensiblement inférieure à celle des mois correspondants de l'an dernier. La production annuelle de lait ne devrait pas dépasser celle de 1986.

Parallèlement, les mesures prises pour limiter la production de lait ont aussi entraîné une poussée des abattages de gros bovins en début d'année (+ 13,5 % au premier trimestre 1987 comparé au même trimestre de l'an passé) qui a été amplifié par un comportement d'anticipation des éleveurs craignant qu'une baisse des prix d'intervention ne découle des nouvelles règles de soutien du marché applicables à compter du 6 avril 1987. Cette augmentation des abattages se traduit à la fois par une augmentation des livraisons aux abattoirs, mais aussi par une diminution de la FBCF (voir encadré). L'effet résultant sur la production totale est donc délicat à apprécier pour le moment.

La production avicole a eu un bon niveau au premier trimestre grâce à de nouveaux débouchés au Moyen-Orient et en Afrique du Sud ; les perspectives sur l'année sont donc optimistes (3 %).

Pour l'ensemble des livraisons animales, la hausse des productions de bétail et de volailles serait compensée par une baisse de celles de lait et d'oeufs. La configuration de 1987 serait donc inverse de celle de 1986 où c'étaient les productions animales qui augmentaient (1,3 %) et végétales qui diminuaient (- 0,8 %).

Enfin l'importante formation de stocks de 1986 se poursuivrait sur les trois premiers trimestres de 1987, les exportations ne retrouvant un rythme de croissance positif qu'au quatrième trimestre.

La production animale

Les livraisons sont calculées à partir des abattages (production indigène contrôlée ou PIC). Pour passer à l'évaluation de la production finale par la formule :

$$\text{production finale} = \text{livraisons} + \text{FBCF} + \text{variation de stocks}$$

il faut déterminer la FBCF et les variations de stocks par différence des effectifs entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année. Le partage entre FBCF et variations de stocks se fait en classant en FBCF les variations d'effectifs des animaux suivants :

- . gros bovins - vaches laitières
 - vaches nourrices
 - mâles reproducteurs de deux ans et plus
- . porcins - truies
 - verrats
- . ovins - béliers
 - brebis
- . caprins - boucs
 - chèvres

Les variations d'effectif des autres animaux sont classées en stocks, et en particulier celles des veaux. Dans le cas des volailles, la FBCF et les variations de stocks sont nulles par hypothèse.

6 - L'emploi

Le ralentissement de la croissance entre 1986 et 1987 pèsera cette année sur l'emploi. S'ajoutera à cela une moindre contribution des mesures en faveur de l'emploi des jeunes notamment. En 1985, les travaux d'utilité collective (TUC) avaient permis la création de 190.000 emplois, ce qui avait conduit sur l'année à une hausse de l'emploi total de 140.000 (+ 0,6 %), malgré une baisse de l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles (- 0,7 %). En 1986, les stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP), dont le nombre de titulaires est passé de 20.000 à plus de 80.000 entre le début et la fin de l'année, ont favorisé un mouvement de création d'emplois salariés dans les secteurs marchands non agricoles (+ 0,3 %), qui est venu compenser les baisses des effectifs non salariés et agricoles, de sorte qu'en 1986, l'emploi total aurait été stable.

Les mesures spécifiques en faveur de l'emploi n'auront pas en 1987 un impact de même ampleur. Dès lors la baisse des effectifs ne pourra pas être évitée. Le nombre de salariés des secteurs marchands non agricoles (SMNA) diminuerait de 60-70.000 environ (- 0,5 %) en 1987. L'emploi total baisserait d'environ 0,5 % (100.000 personnes). Cette évolution tranche donc avec celles des deux années passées (+ 0,6 % en 85, 0 % en 1986). Hors effet des mesures spécifiques, la prévision pour 1987, se rapproche toutefois des évolutions de 1985 (- 0,5 % hors TUC et SIVP) et de 1986 (- 0,3 % hors TUC et SIVP).

Evolution des effectifs salariés dans le secteur marchand non agricole								
(glissement semestriel en %)								
1986					1987			
I	II	GA	MA		I	II	GA	MA
				Industries				
-0,8	-1,5	-2,2	-2,3	manufacturières	-1,1	-1,3	-2,4	-2,5
-0,7	-1,3	-2,0	-2,2	Industries	-1,0	-1,2	-2,2	-2,2
0,3	0,2	0,5	-0,9	BTP	0,0	-0,2	-0,2	0,2
0,9	0,9	1,8	1,4	Tertiaire marchand	0,4	0,1	0,5	1,3
				Ensemble du secteur				
0,3	0,1	0,3	-0,1	marchand non agricole	-0,1	-0,4	-0,5	-0,1

Le premier trimestre

Au cours du premier trimestre 1987, l'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles aurait été à peu près stable d'après les résultats de l'enquête du Ministère des Affaires Sociales et de l'Emploi. Cette estimation est proche de celle fournie par l'Unedic (+ 0,1 % sur un champ légèrement différent). Cette stabilisation de l'emploi résulte d'une poursuite de la baisse des effectifs industriels (- 0,4 %) à un rythme ralenti toutefois (- 0,6 % et - 0,7 %, au cours des 3ème et 4ème trimestres de 1986), compensée par une croissance elle aussi ralentie des effectifs du secteur tertiaire marchand, dont les effectifs sont en hausse de 0,2 % au premier trimestre 1987 après + 0,4 % et + 0,6 % au cours des deux trimestres précédents. Les effectifs du bâtiment génie civil et agricole, sont restés stables. Début 1987, sur l'ensemble des secteurs marchands non agricoles, l'évolution moyenne de l'emploi prolonge le second semestre 1986, au cours duquel les évolutions ont été moins favorables que sur la première moitié de l'année 1986.

Les perspectives pour la fin de l'année

Dans un contexte de croissance ralentie par rapport à 1986 associée à une productivité du travail qui continue d'augmenter, l'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles diminuerait de 0,1 à 0,2 % chaque trimestre jusqu'à la fin de l'année, les réductions d'emplois dans l'industrie n'étant plus compensées par la progression de plus en plus modérée des effectifs du secteur tertiaire marchand. Une telle prévision suppose que les stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) resteront à leur niveau actuel.

L'ajustement de l'emploi dans l'industrie se poursuivra dans un contexte encore marqué par des sureffectifs, notamment dans les grandes entreprises industrielles (voir encadré "effectifs et activités"). Aussi la baisse des effectifs dans l'industrie se ferait-elle à un rythme comparable à celui de l'an passé (- 2,2 %). Le rythme de diminution des emplois resterait plus modéré dans l'agro-alimentaire que dans le reste de l'industrie du fait d'une activité assez soutenue. L'emploi dans le secteur des biens de consommation, sensible à la situation conjoncturelle, baisserait plus en 1987 (- 2,4 %) qu'en 1986 (- 1,6 %). Dans les biens intermédiaires, la réduction des effectifs serait identique à celle de l'an passé (- 2,3 %). Dans les biens d'équipement le rythme de diminution des emplois serait un peu plus faible qu'en 1986 (- 2,6 %), du fait notamment du secteur automobile, où le recours aux heures supplémentaires et à l'embauche sont apparus plus fréquents au premier trimestre.

Après une légère progression estimée pour 1986 à + 0,5 %, le secteur du bâtiment-civil et agricole devrait à peu près maintenir le niveau de ses effectifs occupés en 1987, comme l'indiquent les résultats du premier trimestre. Ce secteur a en effet retrouvé en 1986 un niveau d'activité qui n'avait pas été atteint depuis longtemps. Bien que le rythme de progression se soit quelque peu ralenti au printemps 1987, après le rattrapage des retards pris en début d'année et liés aux intempéries, l'activité dans le bâtiment resterait toujours soutenue dans les secteurs de l'entretien et de la construction non résidentielle ; la construction de logements neufs redémarrerait lentement : l'année 1987 serait donc encore assez bien orientée. Par contre, dans les travaux publics l'embellie de 1986 ne se prolongerait pas au même rythme car les effets des grands travaux sur l'activité et l'emploi dans ce secteur ne s'observeraient pas avant 1988.

L'augmentation des emplois dans le tertiaire marchand serait inférieure en 1987 (+ 0,5 %) à celle de l'an passé (+ 1,8 %). Dans le secteur des commerces tout d'abord, l'embauche avait été soutenue en 1986 par un flux croissant de SIVP, notamment dans les commerces de détail. Le ralentissement de la consommation des ménages et une moindre contribution des SIVP pèseraient sur l'emploi de ce secteur qui deviendrait déficitaire au cours du second semestre 1987. Dans le secteur des transports et télécommunications l'emploi baisserait cette année de 1 %, du fait de la poursuite de la réduction des effectifs des PTT et dans les transports, notamment à la SNCF. Dans les banques et assurances enfin, les effectifs stables depuis 1985, pourraient se réduire légèrement en 1987 (- 0,3 %).

Le ralentissement des créations d'emploi dans le tertiaire marchand tient cependant avant tout à une moindre contribution du flux d'embauches dans les services marchands, qui ont joué en 1985 et 1986 un rôle moteur dans le mouvement de création d'emplois.

Evolution récente des effectifs salariés

Valeurs CVS (en milliers)

Secteurs d'activités économiques	1985		1986					1987
	31 dec.	évol. an	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	évol. an	31 mars
U02 Industries agricoles et alimentaires	537,1	-1,5	536,1	535,6	533,6	536,5	-0,1	536,7
U03 Energie	293,7	-2,3	290,9	290,5	288,3	286,4	-2,5	284,6
U04 Industries des biens intermédiaires	1250,8	-2,6	1248,1	1244,1	1236,5	1223,8	-2,2	1220,0
U05 Industries des biens d'équipement	1593,3	-3,3	1585,4	1577,7	1565,9	1548,9	-2,8	1540,4
U06 Industries des biens de consommation	1192,0	-2,6	1188,9	1183,8	1179,6	1173,0	-1,6	1166,2
U07 Bâtiment-Génie Civil et Agricole	1180,7	-2,1	1178,6	1183,9	1185,5	1186,3	0,5	1185,8
U08 Commerces	1969,8	-0,4	1977,6	1989,3	1997,5	2007,1	1,9	2009,3
U09 Transports et Télécommunications	1314,0	-0,3	1313,3	1313,0	1310,0	1306,1	-0,6	1303,8
U10 Services marchands	3464,6	2,4	3487,0	3510,0	3532,9	3568,4	3,0	3583,2
U11 à U13 Banques-assurances	667,2	-0,2	668,7	669,7	669,8	670,7	0,5	671,2
U02 à U13 Ensembles des secteurs dont :	13463,2	-0,7	13474,6	13497,6	13499,6	13507,2	0,3	13501,4
U02 à U06 Industries non compris BGCA	4866,9	-2,7	4849,4	4831,7	4803,9	4768,6	-2,0	4747,5
U02 à U07 Industries y compris BGCA	6047,6	-2,6	6028,0	6015,6	5989,4	5954,9	-1,5	5933,3
U08 à U13 Tertiaire marchand	7415,6	0,9	7446,6	7482,0	7510,2	7552,3	1,8	7568,1

* Y compris les titulaires de stages d'insertion à la vie professionnelle (SIVP)

Effectifs et activités : le jugement qualitatif des industriels et des commerçants

La tendance des entreprises à résorber leurs sureffectifs risque, au moins dans l'industrie, de se poursuivre dans les mois à venir. Les chefs d'entreprises ayant participé à l'Enquête sur les Obstacles à l'Embauche 1/ interrogés de nouveau au début 1987, ne font pas apparaître d'amélioration significative dans la façon dont ils jugent le niveau de leur emploi. Dans l'ensemble de l'industrie, plus de 40 % des entreprises indiquent en 1987 des excédents de main d'oeuvre. 2/3 des entreprises conservent le même jugement que l'an dernier sur l'adéquation entre leurs effectifs et leur activité ; parmi le tiers restant, celles qui ressentent une dégradation et celles qui perçoivent une amélioration s'équilibrent. Alors que les entreprises de moins de 200 salariés restent, sur 2 ans, environ 57 % à penser que leurs effectifs sont conformes à leurs besoins, 56 % des firmes de plus de 1.000 salariés continuent à s'estimer en sureffectifs, et, parmi les autres, le sentiment d'une dégradation apparaît plus répandu que celui d'un redressement. Comme l'an dernier, le pessimisme reste particulièrement de mise dans le secteur de l'automobile et pour la catégorie des ouvriers non qualifiés, mais c'est aussi pour ces derniers que l'amélioration est plus sensible. Les réponses des industriels ne montrent donc pas qu'ils considèrent les restructurations entreprises depuis 1982-1983 comme achevées. Le jugement des commerçants semble, quant à lui, plus sensible, surtout dans le détail, à l'évolution des perspectives conjoncturelles. Or, celles-ci sont plutôt moins favorables qu'au début de l'année 1986, et même si 50 à 60 % des commerces estiment, aux deux interrogations, leurs effectifs conformes à leurs besoins, la proportion de ceux chez qui ils deviennent excédentaires dépasse assez nettement celle des établissements qui les jugent insuffisants.

En 1985 et 1986, les services marchands ont créé respectivement 83.000 puis plus de 100.000 emplois. En 1987, cette contribution moindre, avec seulement 60.000 nouveaux emplois. Déjà au premier trimestre le mouvement des années passées a marqué un ralentissement : + 0,4 % contre + 0,7 % en moyenne par trimestre au cours des deux années précédentes. Cette tendance devrait se prolonger sur le reste de l'année du fait d'un moindre apport des SIVP, et d'une demande moins soutenue.

Au total l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles diminuerait de 0,5 %, (soit -60.000 à -70.000 salariés au cours de l'année 1987).

Les effectifs salariés de l'agriculture pourraient se réduire de 2 % environ (- 5000 emplois), pendant que ceux des services non marchands resteraient stables. Compte-tenu de la baisse de 1 % des effectifs non salariés (qui représentent environ 3.300.000 emplois), le nombre de personnes ayant un emploi diminuerait de 100.000 environ en 1987 (soit - 0,5 %).

Un premier examen de l'évolution, hors SIVP, des effectifs de ces entreprises au cours de l'année 1986 montre que la façon dont elles appréciaient leur niveau d'emploi l'an dernier a largement été suivie d'effets. Ainsi, dans l'industrie, 93 % des entreprises qui estimaient fin 1985 leur emploi excédentaire ont connu en 1986 des pertes d'effectifs (et pour 71 %, ces pertes ont été supérieures à 2,5 %) ; 63 % de celles qui jugeaient leurs effectifs insuffisants les ont au contraire accrus. Le jugement porté sur l'emploi, ou mieux, les prévisions pour l'année à venir, se révèlent ainsi, outre la tendance observée dans le passé, le meilleur facteur explicatif de l'évolution effectivement suivie en 1986. En tout état de cause, et alors que l'enquête de 1986 faisait apparaître une dispersion d'attitudes importantes, sur l'impact à attendre des mesures visant à introduire plus de flexibilité sur le marché du travail, il semble que celles-ci n'aient pu, au mieux, qu'infléchir à la marge les prévisions initialement émises par les chefs d'entreprise.

1/ Cette enquête, dont les résultats ont été publiés dans le numéro de mars 1987 d'Economie et Statistique, a été menée au début de 1986, et a été suivie d'une réinterrogation des entreprises début 1987, sur l'évolution et leurs prévisions d'effectifs.

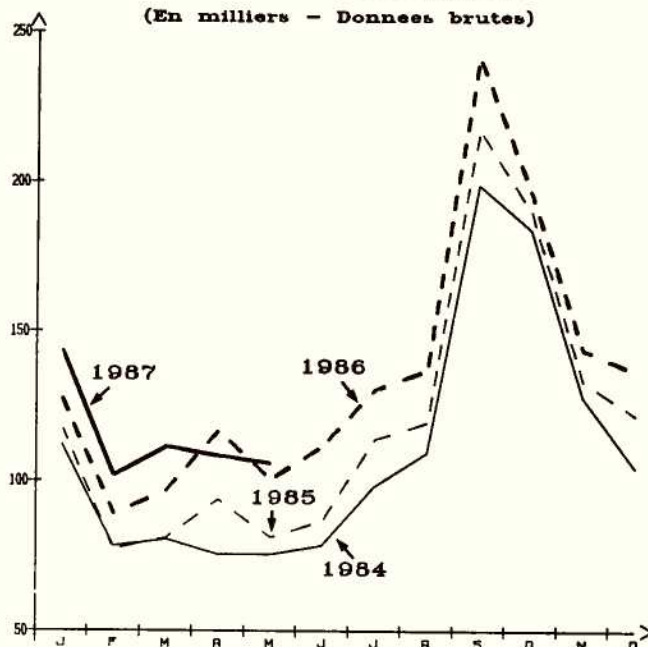
Les recrutements et les départs

Les Déclarations de Mouvements de Main d'oeuvre (DMMO), que remplissent les établissements d'au moins 50 salariés, permettent de mieux analyser les comportements des entreprises en matière de gestion de l'emploi. Elles rendent compte de comportements que confirment les données sur les flux d'entrées à l'ANPE. En 1986, les DMMO, font apparaître une augmentation du taux d'entrée (rapport des flux d'entrées rapportés aux effectifs salariés) largement induite par l'expansion des contrats à durée déterminée (CDD). Le taux d'entrée sur CDD augmente de 1,4 point contre 0,3 point pour les contrats à durée indéterminée (CDI), du fait en particulier des établissements de taille moyenne (200 à 500 salariés). Les jeunes comme les adultes profitent de cette expansion des CDD, tandis que seuls les plus de 25 ans sont concernés par

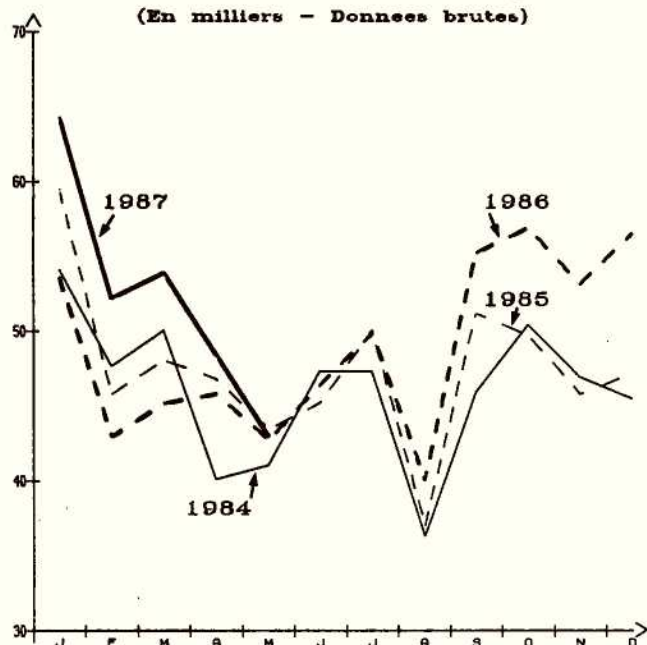
l'accroissement plus modéré des recrutements à durée non déterminée. Ce développement des CDD, engagé depuis 1984, contribue à l'accélération de la rotation de la main d'oeuvre dans les entreprises. Le solde des entrées et des sorties sur ce type de contrat est en outre largement positif, traduisant le fait qu'une partie des CDD sont transformés en CDI dans le même établissement : les CDD sembleraient être utilisés ainsi comme période d'essai.

Entrees a l'ANPE pour fin de contrat a duree determinee

(En milliers - Données brutes)



**Entrees a l'ANPE suite a
licenciement economique**
(En milliers - Donnees brutes)



Du côté des sorties de l'emploi, les DMMO font apparaître une accélération des licenciements économiques, à partir de la mi 1986. Le taux de licenciements économiques est de 30 % plus élevé fin 1986 que fin 1985 et augmente particulièrement pour les licenciements de moins de 10 salariés.

Ces mouvements internes à l'emploi ont des conséquences directes sur les flux d'entrées et de sorties du marché du travail, qui semblent sur la période en être une traduction fidèle. Les entrées à l'ANPE confirment l'amplification du mouvement de précarisation de l'emploi amorcé depuis au moins deux ans : les entrées suite à une fin de CDD sont de 7 % plus élevées fin 1986 que fin 1985, et de 14 % plus élevées au premier trimestre 1987 qu'au premier trimestre 1986. L'accroissement concerne à la fois les jeunes (notamment les 22-24 ans) et les femmes adultes.

Les entrées à l'ANPE pour licenciements économiques s'accroissent nettement à compter du mois d'août 1986, ce mouvement paraissant se poursuivre au premier trimestre 1987. Dans l'ensemble des motifs d'entrée, les licenciements économiques retrouvent une part analogue à celles de 1984 et 1985. Ces évolutions sont donc également en accord avec les SDMMO. Les plus touchés par la recrudescence des licenciements sont les hommes âgés de 50 ans ou plus, pour lesquels les licenciements économiques représentent près de 48 % des entrées contre 42 % l'an dernier. Ce phénomène est toutefois amplifié par la substitution entre les départs en préretraites aidés par l'Etat (allocations du FNE) et les entrées en chômage indemnisé qui semblent désormais préférées par les entreprises qui licencient des travailleurs âgés. Ces entrées donnent lieu au moins temporairement à une inscription à l'ANPE, mais leur accélération ne s'est produite qu'à partir du mois d'août, alors que la chute des départs en ASFNE était sensible depuis mars.

Ensemble des biens et services marchands : équilibre ressources-emplois

(volume au prix de 1980)

1985		1986			1987		
M A	M A	GStI	GStII		GStI	GStII	M A
1,4	2,2	1,4	0,8	PIB marchand	0,4	0,3	1,3
4,7	6,9	5,8	-2,4	Importations	4,8	-2,6	3,0
2,1	3,2	2,4	0,1	Ressources totales	1,3	-0,4	1,7
2,4	3,5	1,8	1,0	Consommation des ménages	0,7	0,5	1,6
1,1	3,0	2,9	0,3	FBCF totale	1,8	1,4	2,7
1,9	4,4	4,8	-0,4	dont : SQS-EI	3,0	1,5	3,3
-2,7	-2,0	-1,3	0,2	ménages	0,7	0,8	1,6
2,1	-0,7	-1,3	-0,7	Exportations	-0,3	3,7	0,3
2,1	2,5	1,4	0,5	Total des emplois hors stocks	0,8	1,5	1,6
0,2	21,2	5,3	15,9	Variations de stocks (Mds F 80)	21,2	2,9	24,0